2024

Société canadienne des postes

RAPPORT FINANCIER DU **PREMIER TRIMESTRE**

Pour la période close le 30 mars 2024

Résultats financiers

TABLES DES MATIÈRES

Rapport de gestion

Énoncés prospectifs		2
1.	Résumé	3
2.	Activités de base et stratégie	12
3.	Indicateurs de rendement clés	13
4.	Capacités	14
5.	Revue des activités d'exploitation	23
6.	Liquidités et ressources en capital	32
7.	Évolution de la situation financière	37
8.	Risques et gestion des risques	39
9.	Méthodes et estimations comptables critiques et contrôles internes	40

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	42
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	43
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	45
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	46
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	47
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	49

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion fournit une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière pour la période de 13 semaines (premier trimestre ou T1) close le 30 mars 2024 de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Innovapost Inc. (Innovaposte) et SCI (jusqu'au 1er mars 2024 pour celle-ci qui a cessé d'être une filiale à cette date). Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La Société gère ses activités consolidées et établit, par conséquent, ses secteurs opérationnels selon les entités juridiques.

Trois secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés : Postes Canada, Purolator et SCI. Les montants présentés dans le secteur Autres comprennent les résultats des fonctions de soutien fournies par l'unité fonctionnelle responsable des services des technologies de l'information, Innovaposte, aux termes d'une convention de services partagés entre Postes Canada, Purolator et Innovaposte. Ils comprennent également des ajustements liés à la consolidation et des éliminations de soldes intersectoriels. La consolidation de SCI a été abandonnée le 1er mars 2024, lorsque la cession a été finalisée. Des informations sur les activités des principales filiales de la Société sont présentées dans le tableau ci-après.

Nom de la filiale	Principale activité	Pays de constitution	Pays d'exercice des activités	Proportion de la participation détenue directement ou indirectement	
				Au 30 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Les Investissements Purolator Ltée	Services de transport et de messagerie	Canada	Canada et États-Unis	91 %	91 %
Groupe SCI inc.	Services de transport et de logistique	Canada	Canada	–	99 %
Innovapost Inc.	Services de technologie de l'information	Canada	Canada	99 %	98 %

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les montants sont présentés en dollars canadiens et arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. Les variations de pourcentage pour les produits, les volumes et les charges d'exploitation dans le présent rapport sont ajustées selon les différences de jours ouvrables ou de journées payées au premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023. Des jours ouvrables de moins ont pour effet de faire diminuer les produits et les volumes, tandis que des journées payées de moins diminuent les charges d'exploitation. L'inverse est vrai pour les journées de plus. Ces journées varient selon l'entité comptable, comme suit :

	Jours ouvrables	Journées payées
Le Groupe et Postes Canada	(1)	–
Purolator	(1)	–

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le premier trimestre de 2024, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, issue des IFRS publiées par l'IASB. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos, notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et ses filiales. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires le 23 mai 2024.

Énoncés prospectifs

Les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion renferment des énoncés prospectifs du Groupe, notamment des informations financières prospectives ou des perspectives financières, qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe. En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *hypothèse, but, objectif, perspectives, stratégie, cible* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes comme *avoir l'intention de, prévoir, être d'avis que, s'attendre à, planifier, pouvoir, prévoir, chercher à, devoir, s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe. Il est recommandé de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 23 mai 2024; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

1. Résumé

Aperçu du Groupe et résumé des résultats financiers du premier trimestre de 2024.

Avec son effectif comptant plus de 82 000 personnes (personnel à temps plein et à temps partiel, y compris temporaire, occasionnel et nommé pour une période déterminée), le Groupe est l'un des plus importants employeurs au Canada. Son plus important secteur, soit Postes Canada, est une société d'État fédérale qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, lequel compte près de 5 800 bureaux de poste au pays. Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la *Loi*), la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome.

Postes Canada fait partie de l'industrie postale mondiale, qui est composée d'administrations postales étrangères qui finançaient habituellement leur obligation d'assurer un service universel grâce à une exclusivité prévue par la loi, ou par un monopole de l'administration postale sur une partie du marché postal. En moins de 20 ans, notre pays est passé de l'ère du courrier à celle du commerce en ligne. Lorsque la population du Canada a commencé à recevoir moins de lettres et plus de colis, nous nous sommes adaptés à ces nouvelles habitudes, surtout ces cinq dernières années. L'évolution qui a eu lieu dans le secteur concurrentiel de la livraison s'est produite à un rythme jamais vu dans notre histoire.

Postes Canada réagit continuellement au changement depuis des siècles. Toutefois, un réseau conçu pour livrer 5,5 milliards de lettres par an, notre point culminant en 2006, n'est pas viable pour les 2,2 milliards de lettres livrées en 2023. Les activités de Postes Canada sont financées par les revenus découlant de la vente de ses produits et services, et non par l'argent des contribuables. Elle fonctionne selon le principe de l'utilisateur-payeur : lorsque les besoins des gens en matière d'expédition et de livraison changent, le système postal doit s'adapter, sans quoi il subit une perte de revenus. D'importants changements doivent être apportés à notre modèle d'exploitation afin de moderniser et de préserver notre service postal national pour toute la population du pays. Postes Canada est déterminée à mener cette transition, consciente du rôle important qu'elle continue de jouer pour relier l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens des communautés urbaines, rurales et éloignées.

Points saillants financiers et opérationnels – Premier trimestre de 2024

Détérioration de notre position de liquidité et incidence sur la continuité de l'exploitation

Le rendement financier de Postes Canada continue d'être touché négativement par les pertes récurrentes, la concurrence accrue dans le secteur de la livraison des colis, l'érosion continue des volumes Poste-lettres[MC] et la structure de coûts fixes élevés de la Société. Comme d'autres entreprises, Postes Canada fait aussi face à une grande incertitude économique, à un taux d'inflation élevé et à des fluctuations des dépenses de consommation. Les pertes financières croissantes et cumulatives, combinées à la détérioration de notre position de trésorerie, menacent notre capacité à répondre aux besoins en évolution de la population et à assumer les responsabilités établies par le gouvernement du Canada. Sans la mise en place de changements et de nouveaux paramètres de fonctionnement pour répondre aux défis qui se dressent devant nous, nous prévoyons des pertes plus importantes et de plus en plus insoutenables au cours des prochaines années. De plus, l'échéance de dettes d'un montant de 500 millions de dollars en juillet 2025 exercera une pression supplémentaire importante sur les flux de trésorerie. Entre-temps, la Société gère soigneusement ses dépenses discrétionnaires et d'investissement afin de préserver sa trésorerie.

Nous avons établi ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sur la base de la continuité de l'exploitation conformément aux IFRS, en supposant que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités. La gestion du capital, les facilités d'emprunt et la gestion des risques de liquidité de la Société sont des facteurs clés à prendre en considération dans notre évaluation du risque sur le plan de la continuité, tout comme la capacité à trouver un terrain d'entente avec le gouvernement du Canada sur les changements qui nous aideront à assurer notre autonomie financière. Des jugements importants ont été pris en compte dans ces évaluations.

Plan d'entreprise

Postes Canada n'a plus de plan d'entreprise approuvé depuis 2020. Par conséquent, la Société suit un plan désuet fondé sur d'anciennes hypothèses et projections. Notre situation financière et notre contexte d'exploitation ont beaucoup changé depuis lors :

- Notre part de marché dans le secteur des colis a diminué en raison d'une concurrence féroce.
- Les volumes du service Poste-lettres ont diminué de manière importante.
- Nos coûts d'exploitation ont augmenté à un rythme supérieur à la croissance de nos revenus.
- Nous avons constaté une détérioration considérable de notre position de trésorerie.

Ces facteurs ont une incidence importante sur le rendement de Postes Canada.

Nous avons déposé notre plan d'entreprise de 2024 à 2028 auprès du gouvernement du Canada. Le plan décrit les défis auxquels nous sommes confrontés et souligne la nécessité de collaborer avec notre actionnaire pour s'entendre sur les changements qui nous aideront à assurer notre autonomie financière. À la date de publication de ce rapport, le plan d'entreprise n'a pas encore été approuvé. Toutefois, nous planifions notre future feuille de route et nous tenons d'importantes discussions avec le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, le gouvernement du Canada, nos unités de négociation et la population que nous servons fièrement.

Résultats sectoriels

Résultat d'exploitation (en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Postes Canada	(221)	(112)	(109)	(96,5) %
Purolator	31	50	(19)	(38,8) %
SCI	1	3	(2)	(55,3) %
Autres	11	–	11	†
Groupe d'entreprises de Postes Canada	**(178)**	**(59)**	**(119)**	**(200,3) %**

† Pourcentage de variation élevé.

Les pertes d'exploitation du Groupe sont principalement attribuables à la baisse des produits dans tous les secteurs et à l'augmentation des coûts dans le secteur Postes Canada. Les résultats de la cession de SCI sont comptabilisés dans les produits de placement et autres produits de l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global; par conséquent, ils sont exclus de cet aperçu du rendement de l'entreprise.

Résultat avant impôt (en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Postes Canada	(76)	(107)	31	28,7 %
Purolator	39	46	(7)	(16,1) %
SCI	–	3	(3)	(109,9 %)
Autres	143	–	143	†
Groupe d'entreprises de Postes Canada	**106**	**(58)**	**164**	**283,3 %**

† Pourcentage de variation élevé.

La perte avant impôt du Groupe s'est améliorée de 164 millions de dollars par rapport à celle du premier trimestre de 2023. Les pertes dans le secteur Postes Canada sont compensées par le gain de 287 millions de dollars sur la vente de SCI dans le secteur Autres et par le résultat avant impôt de Purolator. Les résultats des secteurs Postes Canada et Purolator comprennent les dividendes reçus juste avant la cession de SCI. Les résultats du secteur Postes Canada sont également influencés de façon positive par le moment du versement des revenus de dividendes de Purolator (versés au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre

de 2023). Ces dividendes sont éliminés au moment de la consolidation, également dans le secteur Autres.

Cession du Groupe SCI inc. et d'Innovapost Inc. – En janvier 2024, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions de deux filiales, soit Groupe SCI inc., un important fournisseur canadien de services logistiques en tierce partie, et Innovapost Inc., le fournisseur de services partagés en technologie de l'information du Groupe. La cession de SCI a été conclue le 1er mars 2024; le produit de la vente de 356 millions de dollars a été reçu et le gain de 287 millions de dollars sur la vente (avant impôt) a été comptabilisé dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de 2024. La cession d'Innovaposte a été conclue le 15 avril 2024; le produit de la vente et les gains seront comptabilisés au deuxième trimestre de 2024. Les cessions font partie du plan de transformation global de l'entreprise visant à s'adapter aux nouveaux besoins de la population et des entreprises canadiennes. L'impartition des services liés aux technologies de l'information (TI) à un partenaire stratégique de calibre mondial spécialisé en TI permettra à l'entreprise de croître dans le marché du cybercommerce au Canada tout en s'acquittant de son mandat de base, qui est d'assurer la livraison fiable du courrier et des colis à toutes les adresses au pays.

Secteur Postes Canada

Porteurs d'un Canada plus fort

Au cours des dernières années, nous avons progressé dans la mise en œuvre de notre plan de transformation, Porteurs d'un Canada plus fort. Nos progrès, présentés à la section 4 – Capacités, comprennent le lancement de plusieurs initiatives pour l'ensemble des trois piliers du plan : offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter, faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale, et faire ce qu'il faut pour nos employés.

Nous maintenons notre engagement à l'égard des trois piliers du plan de transformation. Toutefois, en raison de nos défis financiers actuels, nous avons pris des mesures pour aligner nos investissements sur nos priorités immédiates. À la fin de 2023, nous avons effectué un examen approfondi de nos investissements transformationnels pour nous assurer qu'ils cadrent avec nos priorités immédiates et nous avons mis l'accent sur la compétitivité dans le marché du cybercommerce, l'offre d'un excellent service partout au Canada et la sécurité de notre personnel. Nous avons donc décidé de suspendre temporairement plusieurs initiatives clés, y compris certains investissements dans notre réseau de traitement, des projets liés à l'expérience client et l'achat de véhicules électriques supplémentaires.

Produits par secteur d'activité

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	T1 2024	**T1 2023**	**Écart ($)**	**Écart (%)**	**T1 2024**	**T1 2023**	**Écart**	**Écart (%)**
Colis	802	861	(59)	(5,4) %	68	70	(2)	(1,1) %
Courrier transactionnel	645	665	(20)	(1,3) %	617	633	(16)	(1,1) %
Marketing direct	246	223	23	12,2 %	1 058	878	180	22,4 %
Autres	54	54	–	1,7 %	–	–	–	–
Total	**1 747**	**1 803**	**(56)**	**(1,5)** %	**1 743**	**1 581**	**162**	12,0 %

Baisse des produits du secteur Colis en raison de la concurrence et de la baisse des suppléments pour carburant

Les produits et les volumes du secteur Colis ont baissé au premier trimestre de 2024 par rapport à ceux du premier trimestre de 2023. Cette baisse peut être attribuée à l'intensification de la concurrence et à la baisse des suppléments pour carburant, qui sont étroitement liés aux tarifs du marché et aux changements dans la composition de la clientèle et des canaux. Les produits et les volumes de colis d'arrivée sont touchés négativement par la hausse de la popularité des groupeurs commerciaux compétitifs au détriment du réseau postal d'arrivée traditionnel.

Activités en cours : La croissance du secteur Colis en 2024 sera influencée par des facteurs macroéconomiques comme la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel, les habitudes de consommation et la croissance du cybercommerce de détail, ainsi que par la dynamique concurrentielle et nos négociations en cours avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). En mettant l'accent sur l'expansion de notre part de marché et la lutte contre les pressions concurrentielles, nous profitons de la croissance du secteur des retours en poursuivant nos projets pilotes d'amélioration de ce service, comme le retour d'articles sans étiquette ni emballage. Nous continuons également de répondre aux attentes du public en matière de développement durable. Par exemple, au premier trimestre, nous avons eu recours à des sources d'électricité renouvelables à plus de 90 % en Saskatchewan grâce à un accord de service convenu avec SaskPower.

Érosion continue des volumes de courrier et augmentation des tarifs réglementés au deuxième trimestre de 2024

Les produits et les volumes du secteur Courrier transactionnel ont diminué au premier trimestre de 2024 par rapport à ceux du premier trimestre de 2023, puisque les particuliers et les entreprises d'expédition continuent d'opter pour les communications numériques. Le maintien des tarifs réglementés des timbres aux niveaux de 2020 pour le premier trimestre de 2024 a également contribué à la baisse des revenus dans ce secteur d'activité en perte de vitesse.

Activités en cours : Les tarifs du service Poste-lettres ont très peu augmenté depuis 2014 et sont gelés depuis janvier 2020. Par conséquent, les tarifs sont en décalage important par rapport au taux d'inflation, ce qui a une incidence majeure sur les produits et notre capacité à assurer la livraison du courrier à l'avenir. Le 19 avril 2024, la gouverneure en conseil a approuvé des augmentations tarifaires pour les envois Poste-lettres et Poste aux lettres du régime international ainsi que pour les droits postaux de services spéciaux. Ces tarifs sont entrés en vigueur le 6 mai 2024.

Croissance à deux chiffres dans le secteur Marketing direct en raison des solides résultats du service Courrier de quartier[MC]

Les produits et les volumes du secteur Marketing direct ont augmenté au premier trimestre de 2024 par rapport à ceux du premier trimestre de 2023. La conclusion de nouvelles affaires et le développement de produits dans notre service Courrier de quartier de Postes Canada[MC] ont eu une incidence positive sur les résultats. L'incertitude économique et le virage continu vers le marketing numérique ont entraîné un déclin des produits et des volumes pour tous les autres services du secteur Marketing direct, qui continuent d'être inférieurs aux niveaux observés avant la pandémie.

Activités en cours : Nous collaborons avec des partenaires de l'industrie et des commerces pour rendre le secteur Marketing direct plus respectueux de l'environnement et nous investissons dans des solutions qui aident à mettre en relation les entreprises et la clientèle, tout en respectant la vie privée et les préférences.

Charges d'exploitation plus élevées partiellement contrebalancées par une baisse des investissements autres qu'en capital

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Main-d'œuvre	969	966	3	0,3 %
Avantages du personnel	295	238	57	24,0 %
Autres charges d'exploitation	612	627	(15)	(2,5) %
Amortissement	92	84	8	10,3 %
Total des charges d'exploitation	**1 968**	**1 915**	**53**	**2,8 %**

Les charges d'exploitation ont augmenté au premier trimestre de 2024 par rapport à celles du premier trimestre de 2023, principalement en raison de la hausse des charges liées aux avantages du personnel attribuable à une baisse des taux d'actualisation. La pression exercée sur les charges liées à la main-d'œuvre en raison des augmentations salariales a été compensée par une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volumes. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la baisse des investissements autres qu'en capital, car nous avons recentré nos priorités en matière d'investissement pour 2024.

Activités en cours : Nous nous attendons toujours à une augmentation des coûts d'exploitation associés à la levée, au traitement et à la livraison des colis, notre entreprise continuant sa transition du courrier vers les colis. Des négociations sont en cours pour de nouvelles conventions collectives entre Postes Canada et le STTP. Les investissements autres qu'en capital se poursuivront en 2024 puisque que nous nous préparons à la mise à niveau de notre système progiciel de gestion intégré vers le SAP S/4HANA et à la modernisation des plateformes et des procédés techniques au sein des équipes Finances, Traitement des commandes jusqu'à leur paiement, Ressources humaines et Approvisionnement. Ces mises en service prévues pour le troisième trimestre de 2024 devraient transformer les expériences commerciales générales qui ont nui à la capacité de Postes Canada de se démarquer nettement dans un marché en constante évolution où la concurrence est de plus en plus féroce, en améliorant de bout en bout l'expérience de notre clientèle et de notre personnel.

Gains de réévaluation et excédent de solvabilité plus élevé en raison de l'augmentation des taux d'actualisation; aucune cotisation au titre des services rendus et aucun paiement de solvabilité pour 2024

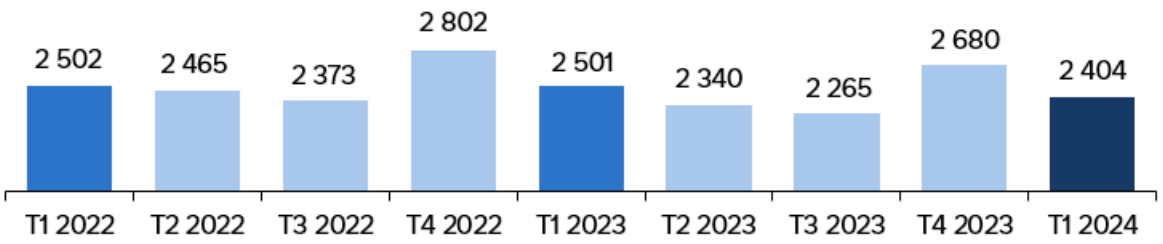
Des gains de réévaluation de 628 millions de dollars, après impôt, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au 30 mars 2024 pour les régimes à prestations déterminées du secteur Postes Canada. La charge actuarielle comptabilisée dans l'état du résultat global et les paiements réguliers n'ont pas été touchés par ces réévaluations. Les gains ont découlé principalement d'une augmentation des taux d'actualisation à la fin du premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023. Ce facteur a également amélioré l'excédent de solvabilité du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) (selon la valeur marchande des actifs du régime), qui a été estimé à 2,9 milliards de dollars par rapport à une estimation de 2,1 milliards de dollars au 31 décembre 2023. Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus, et aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2024. Les résultats des évaluations actuarielles finales pourraient différer fortement de ces estimations.

Groupe d'entreprises de Postes Canada – 2024

Les graphiques ci-dessous illustrent les principaux résultats consolidés de 2024 du Groupe.

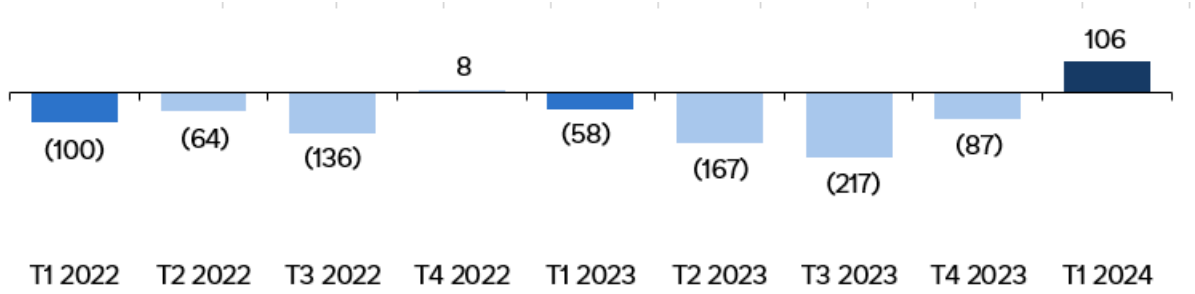
Produits d'exploitation consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente le rendement consolidé du Groupe pour le premier trimestre de 2024 par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
État consolidé du résultat global					Se reporter à la section 5 – Revue des activités d'exploitation.
Produits d'exploitation	2 404	2 501	(97)	(2,4) %	Baisse dans tous les secteurs.
Charges d'exploitation	2 582	2 560	22	0,8 %	Augmentation des charges liées aux avantages du personnel, en partie compensée par la baisse des investissements autres qu'en capital dans le secteur Postes Canada.
Résultat d'exploitation	(178)	(59)	(119)	(200,3) %	Perte dans le secteur Postes Canada, en partie compensée par le résultat positif inscrit par le secteur Purolator.
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	284	1	283	†	Profit sur la vente de SCI.
Résultat avant impôt	106	(58)	164	283,3 %	
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	6	(13)	19	147,2 %	Résultat avant impôt du Groupe en raison du profit sur la vente de SCI.
Résultat net	100	(45)	145	321,7 %	
Résultat global	767	(141)	908	644,8 %	Gains provenant de la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi en raison de hausses des taux d'actualisation.
État consolidé des flux de trésorerie					Se reporter à la section 6 – Liquidités et ressources en capital.
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(10)	(34)	24	70,2 %	Baisse des prestations de retraite versées, en partie contrebalancée par une augmentation des charges d'exploitation.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	29	(13)	42	328,9 %	Produit de la vente de SCI, en partie contrebalancé par une diminution du produit de la vente de titres (montant net d'acquisition).
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(35)	(32)	(3)	(11,8) %	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, en partie contrebalancés par une baisse des paiements au titre des obligations locatives.

† Pourcentage de variation élevé.

2. Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base.

2.1 Nos activités

Actifs et passifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente

Groupe SCI inc. – Le 9 janvier 2024, à la suite de l'approbation de leur Conseil d'administration, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions de SCI à un chef de file canadien en services logistiques en tierce partie. SCI est devenue un important prestataire canadien de services logistiques en tierce partie spécialisé dans l'exécution des commandes d'entreposage, les solutions de chaîne d'approvisionnement et les services de gestion du transport. SCI continue d'offrir des services d'entreposage et d'autres services logistiques à Postes Canada depuis la date de clôture, mais les transactions sont effectuées dans le cadre d'une relation sans lien de dépendance, car les parties ne sont plus liées. Le contrôle de SCI a été transféré le 1er mars 2024, lorsque la cession a été finalisée.

Innovapost Inc. – Le 16 janvier 2024, à la suite de l'approbation de leur Conseil d'administration, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions d'Innovaposte, le fournisseur de services partagés en technologie de l'information (TI) du Groupe, à un partenaire stratégique de calibre mondial spécialisé en TI. La majorité du personnel d'Innovaposte s'est joint au partenaire stratégique, qui fournira des services opérationnels courants de TI au Groupe. Postes Canada ou Purolator ont intégré des éléments stratégiques de TI et des chefs d'Innovaposte. Le contrôle d'Innovapost Inc. a été transféré à sa société acquéreuse le 15 avril 2024.

2.2 Notre stratégie et nos priorités stratégiques

Secteur Postes Canada

Le gouvernement du Canada s'attend à ce que la Société tienne compte de la nécessité de mener ses activités de manière financièrement autonome tout en répondant aux besoins de la population canadienne. Nous avons déposé notre plan d'entreprise de 2024 à 2028 auprès du gouvernement du Canada. Ce plan est axé sur nos pertes financières cumulatives, la détérioration de notre position de liquidité, l'intensification de la concurrence et la nécessité de transformer notre modèle d'affaires. Pour nous acquitter de notre double responsabilité, nous devons apporter des changements importants et en temps opportun à notre structure opérationnelle afin d'assurer sa viabilité continue.

Postes Canada demeure engagée à l'égard de son plan de transformation, Porteurs d'un Canada plus fort. Depuis 2019, Postes Canada réalise une transformation majeure visant à répondre au

besoin croissant du pays pour la livraison de colis. En 2023, nous avons atteint certains des meilleurs résultats que nous ayons jamais obtenus en matière de service grâce à des investissements stratégiques dans la capacité du réseau. Nous avons fait progresser l'entreprise et mis l'accent sur l'amélioration de l'expérience client en modernisant nos installations, notre équipement de tri, nos plateformes numériques et plus encore. Au cours des dernières années, nous avons réalisé des progrès substantiels en matière de santé et de sécurité, de développement durable, d'équité, de diversité et d'inclusion.

À la fin de 2023, compte tenu de nos défis financiers, nous avons décidé de suspendre ou de rajuster le calendrier d'un certain nombre d'investissements transformationnels, tout en continuant de mettre l'accent sur le maintien de notre compétitivité, l'offre d'un service exceptionnel à la population canadienne et la sécurité de notre personnel. Les progrès réalisés au chapitre des autres initiatives pour appuyer notre stratégie sont présentés dans la section 4 – Capacités.

3. Indicateurs de rendement clés

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage du rendement de la haute direction pour évaluer le rendement et les progrès par rapport aux priorités stratégiques liées à notre transformation, et des rapports présentent à la direction et au Conseil d'administration un aperçu détaillé de la performance du secteur sur une base régulière. Le tableau ci-dessous présente nos progrès et réalisations par rapport aux objectifs de 2024, lesquels témoignent de notre engagement à l'égard de notre personnel et de notre leadership social et environnemental.

Indicateurs de rendement clés		Objectif pour 2024	Résultat du T1 de 2024	État
Amélioration sur 12 mois de la fréquence totale des blessures par tranche de 100 personnes		10 %	0 %	C
Véhicules équipés de solutions télématiques (à ce jour)		13 500	8 090	A
Diversité du personnel[1]	Autochtones	3,2 %	3,4 %	A
	Personnes en situation de handicap	7,9 %	8,5 %	A
Émissions de gaz à effet de serre (GES)	Émissions de portées 1 et 2 pour les véhicules et les immeubles[2] (en kilotonnes d'équivalent dioxyde de carbone)	112,7	38,3[3]	A

Indicateurs de rendement clés			Objectif pour 2024	Résultat du T1 de 2024	État
	Accessibilité numérique	Taux d'accessibilité numérique pour tous les produits numériques actifs	92,0 %	92,5 %	A
	Approvisionnement auprès des Autochtones	Dépenses auprès des peuples autochtones (pourcentage de dépenses directes admissibles auprès d'entreprises détenues par des Autochtones)	4,3 %	4,2 %	A
	Amélioration des services postaux dans les communautés autochtones	Nombre de communautés bénéficiant de services élargis et améliorés	Plus de 15	8	A
		Nombre de projets en discussion	120	31	A
	Retrait de produits illicites du flot de courrier dans les communautés autochtones	Nombre d'articles inspectés et retirés	3 660	1 373	A

Remarques :

État A Objectif atteint selon les paramètres de réussite, ou en voie d'atteindre les objectifs au 31 décembre 2024.
État B L'objectif de rendement n'a pas été atteint en raison d'un écart explicable.
État C Objectif non atteint (résultats hors paramètres de réussite).

1. Bien que les cibles soient établies pour tous les groupes désignés aux fins de l'équité, la Société dépasse la cible de 80 % de disponibilité sur le marché du travail canadien pour les femmes et les personnes issues de minorités visibles. La Société ne modifie pas les stratégies de recrutement lorsque l'objectif est dépassé.
2. Les émissions de portée 3, qui comprennent tout le transport en amont, constituent 90 % des émissions de GES produites par Postes Canada. Dans le cadre de nos objectifs fondés sur la science, nous travaillons de concert avec nos fournisseurs afin que 67 % d'entre eux, en fonction des dépenses, adoptent un objectif fondé sur la science d'ici le 31 décembre 2025.
3. Le résultat du premier trimestre de 2024 constitue une prévision et sera vérifié avec un trimestre en retard. Les résultats sont touchés par le caractère saisonnier des activités. La valeur confirmée pour 2024 (exercice complet) sera communiquée dans le *Rapport sur le développement durable de 2024*.

4. Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les indicateurs de rendement clés et à produire des résultats.

En 2024, nous continuons de réaliser des progrès dans nos efforts visant à offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter, à faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale, et à faire ce qu'il faut pour nos employés. À la suite d'un exercice d'établissement des priorités mené à la fin de 2023, certains projets et

investissements transformationnels ont été suspendus en 2024 en raison des défis financiers auxquels nous faisons face.

4.1 Faire ce qu'il faut pour nos employés

Il nous incombe d'assurer la sécurité de notre personnel, de notre clientèle et des communautés que nous servons, ainsi que de faire en sorte que notre main-d'œuvre et notre culture concordent avec les attentes de la population envers la Société.

Secteur Postes Canada

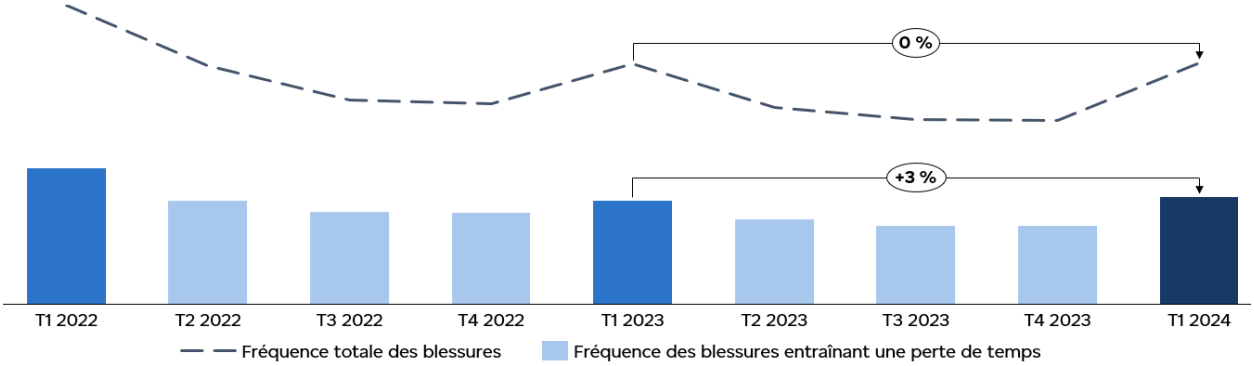
Engagement du personnel

Au cours du premier trimestre de 2024, nous avons soutenu les leaders de demain en décernant 30 nouvelles bourses d'études à des étudiantes et étudiants d'un bout à l'autre du pays.

Santé, sécurité et bien-être

Notre priorité et notre responsabilité sont d'assurer la sécurité de notre personnel, de notre clientèle et des communautés que nous servons, et nous voulons devenir un chef de file en matière de santé et de sécurité au travail. Au premier trimestre de 2024, le taux de fréquence totale des blessures est demeuré stable, tandis que le taux de fréquence des blessures entraînant une perte de temps a augmenté de 3 % par rapport à ceux de la période correspondante de 2023. Nous avons continué de renforcer les pratiques sécuritaires en mettant l'accent sur la sécurité vitale et la conformité, afin de réduire le nombre de blessures et de nous assurer que notre personnel rentre sain et sauf à la fin de la journée.

Fréquence des blessures (écart en %)



Nous avons fait avancer plusieurs des priorités de notre Stratégie décennale de santé et sécurité au cours du premier trimestre de 2024 :

- Nous avons lancé une campagne de sensibilisation au suicide auprès de notre personnel afin de promouvoir la nouvelle ligne d'aide en cas de crise du Canada.
- Nous avons communiqué des mises à jour des protocoles de sécurité en cas d'urgence à notre personnel afin de réaffirmer la priorité absolue de Postes Canada : pensez sécurité, rentrez sain et sauf.
- Nous avons terminé le lancement du projet pilote sur l'application de verrouillage d'écran du terminal de données portatif (TDP) pour la prudence au volant dans plusieurs postes de facteurs à l'échelle nationale. Cette application s'active lorsqu'un véhicule est en mouvement pour empêcher la personne au volant d'interagir avec son TDP ou de le regarder.
- Nous avons offert à plus de 1 300 membres du personnel une formation d'appoint et de perfectionnement sur l'inspection des véhicules, la conduite préventive et la marche arrière sécuritaire, ainsi que des capsules Info-sécurité et du soutien aux chefs d'équipe.
- Nous avons continué d'offrir la formation sur la prévention des collisions à plus de 10 600 factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS), et 2 700 personnes ont terminé la formation au premier trimestre. Cette formation aide à comprendre comment réagir à de nombreux types de dangers routiers et de situations de conduite.

Équité, diversité et inclusion

Nous avons réalisé des progrès sur les initiatives suivantes au premier trimestre de 2024 :

- Nous avons obtenu une cote 3,9 sur 5, et nous avons atteint 191 des 275 points de référence selon les références mondiales en matière de diversité, d'équité et d'inclusion du Centre canadien pour la diversité et l'inclusion, ce qui signifie que nous avons pris une longueur d'avance sur notre objectif quinquennal.
- Nous avons lancé notre programme de mentorat sur l'équité, la diversité et l'inclusion en partenariat avec l'équipe chargée de l'engagement du personnel; la première cohorte du programme offre du mentorat aux Autochtones.

- Nous avons lancé des séances de sensibilisation à la culture autochtone en français et en anglais, conformément à l'appel à l'action 92 de la Commission de vérité et réconciliation (Les entreprises et la réconciliation) voulant que les entreprises canadiennes prennent diverses mesures, notamment « donner aux cadres supérieurs et aux employés de l'information sur l'histoire des peuples autochtones ».

Relations du travail

Assurer l'harmonisation

Au premier trimestre de 2024, nous avons continué à collaborer avec nos unités de négociation sur des questions importantes pour la population canadienne par l'entremise de consultations, de comités des relations et d'autres comités ainsi que d'autres mécanismes. Par exemple :

- Nous avons rencontré nos unités de négociation au sujet de notre plan général d'équité salariale.
- Nous avons travaillé avec nos unités de négociation pour résoudre les griefs dans un certain nombre de secteurs et régler les problèmes de façon proactive en vue de réduire le nombre total de griefs déposés.
- Nous avons poursuivi nos discussions avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) au sujet des services financiers.

État des négociations

Les négociations collectives se poursuivent avec le STTP (qui représente l'unité urbaine et les factrices et facteurs ruraux et suburbains) et l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) dans le but de conclure des ententes négociées sans incidence sur la population canadienne.

Purolator

Secteur Purolator

Au premier trimestre de 2024, Purolator et l'Alliance de la Fonction publique du Canada ont conclu une entente recommandée à l'unanimité qui a été ratifiée le 8 avril 2024.

4.2 Notre réseau et notre infrastructure

Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada dessert un vaste réseau d'exploitation qui nécessite un énorme travail de coordination entre les activités de levée, de traitement, de transport et de livraison. Étant donné que les achats en ligne devraient doubler au cours des 10 prochaines années, nous investissons dans nos opérations et notre technologie pour répondre à cette hausse et mieux servir la population canadienne aujourd'hui et demain.

Service et capacité

Au premier trimestre de 2024, nous avons accentué nos efforts sur des projets qui répondent aux besoins en évolution de la population canadienne en mettant l'accent sur l'augmentation de la capacité et le soutien de la croissance du cybercommerce.

Ajouts et modernisations d'installations

- Achèvement de l'agrandissement, du déménagement ou de la modification de six installations :

Province	Municipalité	Installation	Changement
Ontario	Windsor	Bureau de poste	Déménagement
Québec	Magog	Poste de facteurs, bureau de poste	Déménagement
	Chambly	Bureau de poste	Déménagement
Territoires du Nord-Ouest	Yellowknife	Bureau de poste	Modification
Colombie-Britannique	Lake Country	Bureau de poste	Déménagement
	Errington	Bureau de poste	Agrandissement

- Ouverture de quatre nouvelles installations :

Province	Municipalité	Type d'installation
Ontario	Windsor	Bureau de poste
Québec	Magog	Poste de facteurs, bureau de poste
	Chambly	Bureau de poste
Colombie-Britannique	Lake Country	Bureau de poste

Réapprovisionnement des actifs

Au premier trimestre de 2024, nous avons reçu plus de 250 véhicules à conduite à droite (VCD) C-250, le plus récent véhicule de livraison du parc de Postes Canada. Ces véhicules, qui remplaceront les VCD en fin de vie utile, comprennent de nouvelles caractéristiques qui permettent à notre personnel des régions rurales de livrer le courrier de façon sécuritaire et ergonomique aux boîtes aux lettres en bord de route.

Technologie

Afin de favoriser l'efficacité opérationnelle, d'améliorer le service et le suivi, de soutenir notre réseau et notre capacité, et de fournir une expérience exceptionnelle à la population canadienne, nous avons poursuivi nos mises à niveau technologiques et lancé les projets suivants au cours du premier trimestre :

- Nous avons mis à niveau notre outil d'acheminement, qui est passé d'un format papier à une application mobile, ce qui permet au personnel de recevoir des flux de travail mis à jour et des itinéraires de livraison révisés, lesquels peuvent fournir des avertissements importants sur les dangers liés à la livraison et à la destination.
- Nous avons continué avec succès la mise en œuvre du programme de Transformation de l'expérience, y compris le déploiement de Salesforce à l'échelle nationale, et la mise en service du nouveau Système de gestion des griefs Ma connexion bien-être et du Portail de gestion des conséquences. Le programme poursuit les préparatifs en vue de la transition et de la mise à niveau technique de notre système progiciel de gestion intégré vers le SAP S/4HANA, dont la mise en service est prévue pour le troisième trimestre de 2024.

4.3 Nos priorités environnementales, sociales et de gouvernance

Secteur Postes Canada

En tant qu'employeur d'importance présent dans les communautés à l'échelle du pays, Postes Canada assume ses responsabilités dans des domaines comme la diversité, l'inclusion et le développement durable.

Développement durable

Postes Canada s'est engagée à protéger l'environnement et à contribuer à un avenir durable. Cet engagement implique de réduire l'impact environnemental de nos opérations, notamment

en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et les déchets, en faisant la promotion de l'économie circulaire et en rendant nos activités de transport plus écologiques. Voici les progrès réalisés au premier trimestre en ce qui concerne nos objectifs de développement durable :

- Nous avons eu recours à des sources d'électricité renouvelables pour plus de 90 % de notre consommation en Saskatchewan grâce à un accord de service convenu avec SaskPower.
- Nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre programme de réduction des émissions de GES à phases multiples dans nos installations, ce qui s'est traduit par des initiatives comme l'électrification des systèmes de chauffage et l'installation de panneaux solaires. Il y a 14 projets d'électrification en cours de conception et cinq autres en cours de construction, ainsi qu'un projet lié à l'énergie solaire qui s'est terminé au premier trimestre de 2024.
- Nous avons effectué une évaluation détaillée des risques liés au climat afin de quantifier les répercussions financières potentielles des principaux risques et possibilités liés au climat et de déterminer les mesures prioritaires pour atténuer les risques.
- Nous avons commencé la mise en œuvre de notre programme zéro déchet dans 10 autres établissements et 68 postes de facteurs à l'échelle de notre réseau afin d'augmenter le taux de détournement des déchets des sites d'enfouissement grâce à la réduction et au recyclage.
- Nous avons lancé une étude du cycle de vie de nos emballages afin de mieux comprendre leurs répercussions environnementales et d'orienter notre stratégie en matière d'emballages écoresponsables.
- Nous avons adopté une nouvelle politique de développement durable qui souligne notre engagement à exercer nos activités de façon sécuritaire, responsable sur le plan social et environnemental, et éthique.

Engagement du personnel et engagement communautaire

La réalisation de nos objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance nécessite l'engagement de notre personnel et des communautés que nous servons. Au premier trimestre de 2024, nous avons réalisé ce qui suit :

- Nous avons commencé à accepter les demandes de subvention de la Fondation communautaire de Postes Canada, un programme annuel qui offre des subventions de projet allant jusqu'à 25 000 $, ainsi que quatre subventions Signature de 50 000 $, y compris la subvention Signature pour la vérité et la réconciliation avec les Autochtones. Ces subventions sont accordées aux écoles, aux œuvres de bienfaisance et aux organismes communautaires du Canada qui améliorent la vie des enfants et des jeunes partout au pays.
- Nous avons lancé l'édition 2024 du Fonds d'action pour le développement durable, un programme de subventions annuelles de 500 000 $ qui encourage le personnel à mettre en œuvre des projets de développement durable en milieu de travail.

Gouvernance

Les gens d'ici s'attendent à ce que Postes Canada les serve dans la langue de leur choix, et qu'elle traite leurs renseignements personnels de façon responsable tout en les protégeant.

- En février 2024, le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) a officiellement lancé la mise en œuvre progressive de l'Exercice de révision de l'application du Règlement sur les langues officielles, qui se déroulera dans les prochains mois et jusqu'en 2026. Postes Canada a mis en place un plan d'action pour mener cet exercice réglementaire.
- Nous avons lancé de nouveaux ateliers sur l'éthique dans le but de rafraîchir les connaissances du personnel sur la façon dont les décisions sont prises en matière d'éthique, de pratiquer la prise de décisions éthiques dans des situations quotidiennes personnelles et professionnelles, et de comprendre le lien entre la prise de décisions éthiques et les valeurs et les comportements de Postes Canada.

Accessibilité

La Stratégie sur l'accessibilité de Postes Canada est d'adopter une approche proactive pour intégrer les améliorations en matière d'accessibilité à l'échelle de la Société, pour la clientèle et le personnel. Voici les progrès réalisés dans l'adoption de cette stratégie, y compris les réalisations suivantes au premier trimestre :

- Nous avons adopté une nouvelle politique sur l'accessibilité qui affirme notre engagement à offrir un milieu de travail, des programmes et des services accessibles sur lesquels la population canadienne peut compter.
- Nous avons effectué des vérifications internes de l'accessibilité de nos programmes d'accès à l'information et de protection de la vie privée, ce qui nous a permis de nous concentrer sur les secteurs clés de notre portefeuille alors que nous nous efforçons de nous améliorer continuellement.
- Nous avons été commanditaire Argent et présentateur à la conférence du Réseau professionnel de l'accessibilité (RPA) de 2024, organisée par la Fondation Rick Hansen.
- Nous avons décerné le Prix de Postes Canada pour les étudiants vivant avec un handicap pour la quatrième année.

4.4 Produits et offres pour servir la population canadienne

Secteur Postes Canada

Postes Canada sert la population canadienne par l'entremise de divers canaux. Grâce à notre vaste réseau de livraison et de vente au détail, nous servons tout le monde au pays. Nos activités commerciales du régime intérieur sont les plus importantes du point de vue des revenus et comprennent des produits et services offerts aux grandes entreprises nationales, à la clientèle commerciale du marché intermédiaire et aux petites entreprises locales. Le canal international comprend les services d'arrivée et de départ que fournit Postes Canada en collaboration avec d'autres administrations postales étrangères et qui sont régis par l'Union postale universelle et les ententes bilatérales entre partenaires commerciaux.

Au service des gens dans leurs communautés : réseau de vente au détail

Notre réseau de bureaux de poste constitue un point de contact essentiel pour les gens qui peuvent compter sur Postes Canada pour des services importants, comme le ramassage et le dépôt de colis et de courrier, ainsi que le retour de produits. Au premier trimestre, nous avons amélioré nos caractéristiques de sécurité, de personnalisation et de commodité à la suite des améliorations apportées à notre processus d'inscription en ligne pour les comptes personnels et à notre tableau de bord.

Renforcer la croissance du cybercommerce au Canada

Le marché du cybercommerce au Canada devrait plus que doubler au cours de la prochaine décennie. Afin d'améliorer l'expérience client et d'accroître sa présence dans un marché très concurrentiel, la Société continue d'investir dans des produits et services novateurs. Par exemple, au premier trimestre, nous avons mis à jour et remanié le site Web de Postes Canada avec de nouvelles caractéristiques axées sur l'image de marque, la convivialité et l'accessibilité afin que tout le monde puisse y accéder et l'utiliser comme il se doit.

5. Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre performance financière au premier trimestre de 2024.

5.1 Résultats d'exploitation consolidés

Tendances consolidées

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe pour les neuf derniers trimestres et illustre le caractère saisonnier de ses activités. La demande de services atteint son sommet pendant la période des Fêtes au quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant au troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe ne varient pas au cours de l'année.

(en millions de dollars)

	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023	T4 2022	T3 2022	T2 2022	T1 2022
Produits d'exploitation	2 404	2 680	2 265	2 340	2 501	2 802	2 373	2 465	2 502
Charges d'exploitation	2 582	2 764	2 485	2 508	2 560	2 786	2 498	2 512	2 582
Résultat d'exploitation	**(178)**	**(84)**	**(220)**	**(168)**	**(59)**	**16**	**(125)**	**(47)**	**(80)**
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	284	(3)	3	1	1	(8)	(11)	(17)	(20)
Résultat avant impôt	**106**	**(87)**	**(217)**	**(167)**	**(58)**	**8**	**(136)**	**(64)**	**(100)**
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	6	215	(54)	(40)	(13)	9	(35)	(15)	(23)
Résultat net	**100**	**(302)**	**(163)**	**(127)**	**(45)**	**(1)**	**(101)**	**(49)**	**(77)**

Résultats consolidés du premier trimestre

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Produits d'exploitation	2 404	2 501	(97)	(2,4) %
Charges d'exploitation	2 582	2 560	22	0,8 %
Résultat d'exploitation	**(178)**	**(59)**	**(119)**	**(200,3) %**
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	284	1	283	[+]
Résultat avant impôt	**106**	**(58)**	**164**	**283,3 %**
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	6	(13)	19	147,2 %
Résultat net	**100**	**(45)**	**145**	**321,7 %**
Autres éléments du résultat global	667	(96)	763	797,2 %
Résultat global	**767**	**(141)**	**908**	**644,8 %**

[+] Pourcentage de variation élevé.

Au premier trimestre de 2024, le Groupe a enregistré des **pertes d'exploitation** importantes, avec une chute de 119 millions de dollars (-200,3 %) par rapport au premier trimestre de 2023. Ces pertes sont attribuables en grande partie à la baisse des produits dans tous les secteurs et à l'augmentation des coûts dans le secteur Postes Canada. Toutefois, ces pertes d'exploitation ont été réduites par le gain (avant impôt) de 287 millions de dollars sur la vente de SCI, qui a entraîné une amélioration du **résultat avant impôt** du Groupe de 164 millions de dollars (+283,3 %) au premier trimestre de 2024 par rapport à la perte avant impôt du premier trimestre de 2023. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 5.3 à 5.5.

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation ont diminué au premier trimestre de 2024 par rapport à ceux du premier trimestre de 2023, dans tous les secteurs. La croissance des produits du Marketing direct dans le secteur Postes Canada a partiellement compensé ces baisses globales.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 22 millions de dollars (+0,8 %) au premier trimestre de 2024 par rapport à celles du premier trimestre de 2023, en raison de la hausse des charges liées aux avantages du personnel, qui a été partiellement contrebalancée par la baisse des investissements autres qu'en capital dans le secteur Postes Canada.

Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net

En 2024, les produits nets liés aux activités d'investissement et de financement ont augmenté de 283 millions de dollars, principalement en raison du gain sur la vente de SCI.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global consolidé de 667 millions de dollars découlent essentiellement des gains de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi en raison de hausses des taux d'actualisation.

5.2 Résultats d'exploitation par secteur

Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Postes Canada	(76)	(107)	31	28,7 %
Purolator	39	46	(7)	(16,1) %
SCI	–	3	(3)	(109,9) %
Autres	143	–	143	†
Groupe d'entreprises de Postes Canada	**106**	**(58)**	**164**	**283,3 %**

† Pourcentage de variation élevé.

Le Groupe affiche un résultat avant impôt de 106 millions de dollars, ce qui représente une amélioration (+283,3 %) par rapport à la perte de 58 millions de dollars enregistrée au premier trimestre de 2023. Le gain consolidé (avant impôt) de 287 millions de dollars sur la vente de SCI dans le secteur Autres a grandement contribué à ce résultat. Les résultats des secteurs Postes Canada et Purolator comprennent les dividendes reçus juste avant la cession de SCI. Les résultats du secteur Postes Canada comprennent également les revenus de dividendes de Purolator (versés au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre de 2023). Ces dividendes ont été éliminés au moment de la consolidation.

5.3 Secteur Postes Canada

Les pertes d'exploitation du secteur Postes Canada se sont creusées de 109 millions de dollars (-96,5 %) au premier trimestre de 2024 par rapport à la même période en 2023.

La perte avant impôt de 76 millions de dollars enregistrée par le secteur au premier trimestre de 2024 représente une amélioration de 31 millions de dollars (+28,7 %) par rapport à celle enregistrée au premier trimestre de 2023, et ce, en raison des dividendes reçus juste avant la cession de SCI et du moment du versement des revenus de dividendes de Purolator (versés au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre de 2023). La baisse des produits et la hausse des charges liées aux avantages du personnel ont été en partie contrebalancées par la baisse des investissements autres qu'en capital.

Résumé des résultats pour le premier trimestre

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Produits d'exploitation	1 747	1 803	(56)	(1,5) %
Charges d'exploitation	1 968	1 915	53	2,8 %
Résultat d'exploitation	**(221)**	**(112)**	**(109)**	**(96,5) %**
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	145	5	140	[†]
Résultat avant impôt	**(76)**	**(107)**	**31**	**28,7 %**

[†] Pourcentage de variation élevé.

Produits d'exploitation

Au premier trimestre de 2024, les produits totaux ont diminué de 56 millions de dollars (-1,5 %). Les volumes totaux ont augmenté de 162 millions d'articles (+12,0 %), principalement en raison de la conclusion de nouvelles affaires et du lancement d'un nouveau format de service Courrier de quartier de Postes Canada[MC] plus respectueux de l'environnement à la mi-2023, ce

qui a contrebalancé la baisse des volumes dans toutes les autres catégories de produits. La concurrence exacerbée dans le secteur de la livraison de colis du cybercommerce ainsi que l'incertitude économique et la réduction des dépenses de consommation ont contribué à ces résultats.

	Produits (en millions de dollars)				**Volumes** (en millions d'articles)			
	T1 2024	**T1 2023**	**Écart ($)**	**Écart (%)**	**T1 2024**	**T1 2023**	**Écart**	**Écart (%)**
Colis du régime intérieur	647	696	(49)	(5,5) %	56	57	(1)	0,1 %
Colis de départ	73	77	(4)	(3,4) %	3	3	–	12,3 %
Colis d'arrivée	71	81	(10)	(10,7) %	9	10	(1)	(11,9) %
Autres	11	7	4	39,5 %	–	–	–	–
Total – Colis	**802**	**861**	**(59)**	**(5,4) %**	**68**	**70**	**(2)**	**(1,1) %**
Poste-lettres[MC] du régime intérieur	611	631	(20)	(1,6) %	595	611	(16)	(1,2) %
Poste aux lettres de départ	18	19	(1)	(3,4) %	9	9	–	(1,7) %
Poste aux lettres d'arrivée	16	15	1	10,3 %	13	13	–	0,8 %
Total – Courrier transactionnel	**645**	**665**	**(20)**	**(1,3) %**	**617**	**633**	**(16)**	**(1,1) %**
Courrier personnalisé de Postes Canada[MC]	104	106	(2)	(0,6) %	170	175	(5)	(1,2) %
Courrier de quartier de Postes Canada[MC]	107	80	27	36,5 %	849	660	189	30,5 %
Total Marketing Intelliposte[MC]	211	186	25	15,4 %	1 019	835	184	23,8 %
Poste-publications[MC]	28	29	(1)	(3,3) %	37	40	(3)	(5,3) %
Correspondance-réponse d'affaires[MC] et autre courrier	4	4	–	(5,2) %	2	3	(1)	(10,5) %
Autres	3	4	(1)	(4,0) %	–	–	–	–
Total – Marketing direct	**246**	**223**	**23**	**12,2 %**	**1 058**	**878**	**180**	**22,4 %**
Autres produits	**54**	**54**	**–**	**1,7 %**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**1 747**	**1 803**	**(56)**	**(1,5) %**	**1 743**	**1 581**	**162**	**12,0 %**

Produits et volumes selon le secteur d'activité

Colis

Les produits du secteur d'activité Colis au premier trimestre de 2024 ont diminué de 59 millions de dollars (-5,4 %) pour une baisse des volumes de 2 millions d'articles (-1,1 %) par rapport au premier trimestre de 2023. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Colis du régime intérieur** ont baissé de 49 millions de dollars (-5,5 %) en grande partie en raison d'une diminution des suppléments pour carburant, qui sont liés aux fluctuations du marché, en plus des changements dans la composition de la clientèle et des canaux. Le ralentissement général du marché du cybercommerce découlant des incertitudes économiques a eu une incidence négative sur les volumes, tandis que notre clientèle commerciale continue de contrôler ses coûts en comparant les tarifs. On s'attend à ce que le magasinage en ligne au Canada continue de croître, tout comme la concurrence pour la livraison des colis du cybercommerce. Pour mieux servir la clientèle et rivaliser dans ce marché difficile, nous nous concentrons sur l'amélioration de la capacité et des offres concurrentielles, comme le dépôt tardif dans les principaux marchés et la livraison la fin de semaine. Les améliorations apportées aux normes de service dans les voies critiques au cours de la dernière année et le lancement d'initiatives de développement durable pour nous permettre d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 nous aident à affronter la concurrence.
- Les produits de la catégorie **Colis de départ** (produits liés à l'affranchissement auprès de la clientèle du régime intérieur pour les colis à destination d'administrations postales étrangères) ont baissé de 4 millions de dollars (-3,4 %) par rapport à l'année précédente. Les produits des colis de départ par article diffèrent selon le pays de destination ainsi que les canaux de vente (clientèle de la vente au détail ou clientèle commerciale). Au premier trimestre de 2024, la composition de la clientèle a eu une incidence négative sur les produits.
- Les produits de la catégorie **Colis d'arrivée** (droits payés à Postes Canada par d'autres administrations postales pour la livraison des envois provenant de l'extérieur du Canada) ont diminué de 10 millions de dollars (-10,7 %). Le volume du courrier d'arrivée, particulièrement en provenance des États-Unis, de la Chine et du Royaume-Uni, a diminué alors que les pays continuent de délaisser le réseau postal pour se tourner vers des canaux commerciaux concurrentiels et des entreprises à faible coût. Les baisses de volume ont été contrebalancées par un changement dans la composition des pays et des produits circulant dans ce canal.
- Les produits de la catégorie **Autres**, qui comprennent principalement les frais provenant du programme des importations postales assujetties à des droits de douane, ont augmenté de 4 millions de dollars (+39,5 %) en raison de la hausse des volumes d'articles d'arrivée visés par des droits de douane et des taxes pour lesquels nous percevons des frais d'administration par article.

Courrier transactionnel

Au premier trimestre de 2024, les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont diminué de 20 millions de dollars (-1,3 %) et les volumes ont baissé de 16 millions d'articles (-1,1 %) par rapport à ceux du premier trimestre de 2023. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Poste-lettres du régime intérieur** ont baissé de 20 millions de dollars (-1,6 %) au premier trimestre de 2024 alors que notre service traditionnel Poste-lettres[MC] continue d'être remplacé par les communications numériques. L'incidence des baisses de volumes sur les produits a été exacerbée par le fait qu'il n'y a pas eu d'augmentation des tarifs réglementés des timbres depuis 2020. Le 19 avril 2024, la gouverneure en conseil a approuvé des augmentations tarifaires pour les articles du service Poste-lettres, pour les envois Poste aux lettres du régime international ainsi que pour les droits postaux de services spéciaux. Ces tarifs sont entrés en vigueur le 6 mai 2024.
- Les volumes de la catégorie **Poste aux lettres de départ et Poste aux lettres d'arrivée** ont été relativement stables. Les produits du service Poste aux lettres de départ sont recueillis auprès de la clientèle du régime intérieur pour le courrier destiné à d'autres administrations postales; les produits du service Poste aux lettres d'arrivée sont recueillis par d'autres administrations postales, puis partagés avec Postes Canada puisqu'elle assure la livraison de leur courrier au Canada.

Marketing direct

Les produits du secteur Marketing direct ont connu une hausse de 23 millions de dollars (+12,2 %) pour une augmentation de 180 millions d'articles (+22,4 %) au premier trimestre de 2024, comparativement au premier trimestre de 2023. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits du service **Courrier personnalisé**[MC] ont diminué de 2 millions de dollars (-0,6 %), tandis que les volumes ont continué d'être touchés négativement par l'incertitude économique. La réduction des dépenses de consommation a exercé une pression sur les budgets des campagnes de marketing auprès de la clientèle, mais la proposition de valeur de notre offre de service demeure solide.
- Les produits du service **Courrier de quartier**[MC] ont augmenté de 27 millions de dollars (+36,5 %) au premier trimestre en raison de l'élaboration d'un format de courrier plus respectueux de l'environnement, de la conclusion de nouvelles affaires, de la distribution élargie des campagnes actuelles à un plus grand nombre de points de contact et de la hausse des volumes provenant de la clientèle existante.

- Les produits et les volumes du service **Poste-publications** ont souffert de la baisse des abonnements et des campagnes sur format papier. Les publications numériques sont de plus en plus le mode de livraison privilégié.
- Les produits de la catégorie **Correspondance-réponse d'affaires[MC] et autre courrier** ont également diminué en raison de la baisse des envois de publipostage et des ventes de produits de données.

Autres produits

Les **autres produits** ont été relativement stables (+1,7 %), principalement en raison de l'augmentation des produits et services de consommation, comme les pièces de monnaie, les articles de collection et les cases postales. La baisse du réacheminement du courrier, qui est liée au déclin du marché du logement au Canada, a pondéré cette augmentation.

Charges d'exploitation

Au premier trimestre de 2024, les charges d'exploitation du secteur Postes Canada ont augmenté de 53 millions de dollars (+2,8 %) par rapport au premier trimestre de 2023, principalement en raison de la hausse des charges liées aux avantages du personnel et des augmentations salariales compensées par une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volumes. Ces augmentations ont été en partie compensées par la baisse des investissements autres qu'en capital, car l'entreprise a recentré ses priorités en matière d'investissement pour 2024.

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Main-d'œuvre	969	966	3	0,3 %
Avantages du personnel	295	238	57	24,0 %
Total des charges au titre de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	**1 264**	**1 204**	**60**	**5,0 %**
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	352	346	6	1,6 %
Immobilier, installations et entretien	75	73	2	2,4 %
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	129	130	(1)	(0,8) %
Charge d'investissement autre qu'en capital	56	78	(22)	(28,2) %
Total des autres charges d'exploitation	**612**	**627**	**(15)**	**(2,5) %**
Amortissement	92	84	8	10,3 %
Total des charges d'exploitation	**1 968**	**1 915**	**53**	**2,8 %**

Main-d'œuvre et avantages du personnel

Les charges liées à la main-d'œuvre ont augmenté en raison des augmentations salariales. Ces augmentations ont été contrebalancées par une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volumes. Les charges liées aux avantages du personnel ont augmenté de 57 millions de dollars (+24,0 %) par rapport à celles du premier trimestre de 2023, principalement en raison d'une diminution des taux d'actualisation qui a fait augmenter les charges au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sans incidence sur la trésorerie.

Autres charges d'exploitation et d'amortissement

Comparativement au premier trimestre de 2023, les charges au premier trimestre de 2024 ont fluctué comme suit :

- Les coûts de levée, de traitement et de livraison hors main-d'œuvre ont augmenté de 6 millions de dollars (+1,6 %), principalement en raison des dépenses liées aux services automobiles et à l'entretien, aux réparations et aux fournitures d'exploitation, ce qui a été compensé en partie par la baisse des droits versés aux concessionnaires, des droits de douane et d'autres frais.
- Les investissements autres qu'en capital ont diminué de 22 millions de dollars (-28,2 %), car nous avons ajusté l'orientation de nos projets d'investissement en 2024 afin de prioriser les investissements nécessaires pour rivaliser avec la concurrence, offrir un excellent service à la population canadienne et assurer la sécurité de notre personnel.
- Les charges d'amortissement ont augmenté de 8 millions de dollars (+10,3 %) en raison d'importants investissements consacrés aux immobilisations en 2023.

Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net

Au premier trimestre de 2024, les produits liés aux activités d'investissement et de financement ont augmenté de 140 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2023, principalement en raison des dividendes reçus avant la cession de SCI et du moment du versement des revenus de dividendes de Purolator (versés au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre de 2023).

5.4 Secteur Purolator

Le résultat avant impôt du secteur Purolator a diminué de 7 millions de dollars (-16,1 %) au premier trimestre de 2024 par rapport à celui du premier trimestre de 2023.

Résumé des résultats

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Produits d'exploitation	623	658	(35)	(3,9) %
Main-d'œuvre	234	235	(1)	(0,5) %
Avantages du personnel	73	63	10	16,9 %
Autres charges d'exploitation	254	284	(30)	(10,3) %
Amortissement	31	26	5	15,6 %
Charges d'exploitation	592	608	(16)	(2,6) %
Résultat d'exploitation	**31**	**50**	**(19)**	**(38,8) %**
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	8	(4)	12	289,9 %
Résultat avant impôt	**39**	**46**	**(7)**	**(16,1) %**

Les produits d'exploitation ont diminué de 35 millions de dollars (-3,9 %) au premier trimestre de 2024, par rapport à ceux du premier trimestre de 2023, en raison du ralentissement des volumes du cybercommerce. Le volume du marché des services express a diminué par rapport à la période correspondante de l'année précédente, principalement en raison de l'incertitude économique générale et de l'inflation élevée, une situation en partie contrebalancée par les hausses de prix, les changements dans la gamme de produits et les initiatives de vente.

Les charges totales liées à la main-d'œuvre sont demeurées relativement stables. Les charges liées aux avantages du personnel ont quant à elles connu une augmentation de 10 millions de dollars (+16,9 %), en raison d'une utilisation plus élevée des avantages et d'une baisse des taux d'actualisation. Les charges d'amortissement ont augmenté de 5 millions de dollars (+15,6 %) en raison d'investissements en immobilisations supplémentaires. Les autres charges d'exploitation ont diminué de 30 millions de dollars (-10,3 %), par rapport au premier trimestre de 2023, en raison de la baisse du volume et des initiatives de réduction des coûts dans les opérations.

5.5 Secteur SCI

À la suite de la cession, les résultats d'exploitation de SCI ont été consolidés jusqu'au 1er mars 2024, date à laquelle le contrôle a été transféré à la société acquéreuse. Pour les deux premiers mois de 2024, SCI a inscrit un bénéfice avant impôt nul, comparativement à 3 millions de dollars pour la totalité du premier trimestre de 2023. L'écart d'une année à l'autre a été en grande partie attribuable au moment où la cession a eu lieu.

Résumé des résultats

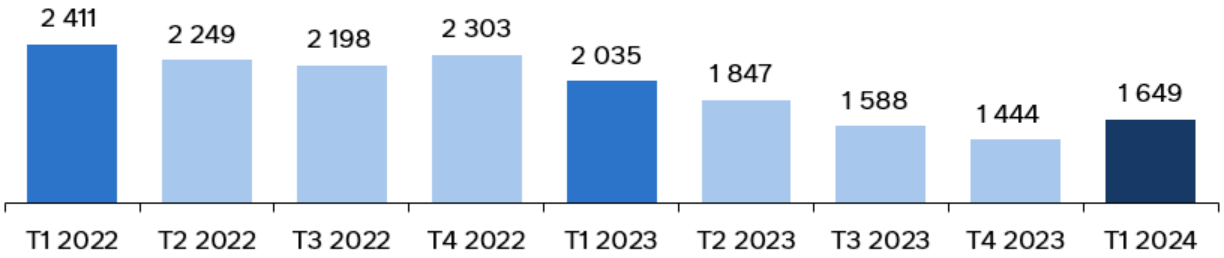
(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Produits d'exploitation	59	80	(21)	(28,7) %
Charges d'exploitation	58	77	(19)	(27,6) %
Résultat d'exploitation	**1**	**3**	**(2)**	**(55,3) %**
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(1)	–	(1)	(380,5) %
Résultat avant impôt	**–**	**3**	**(3)**	**(109,9) %**

6. Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital.

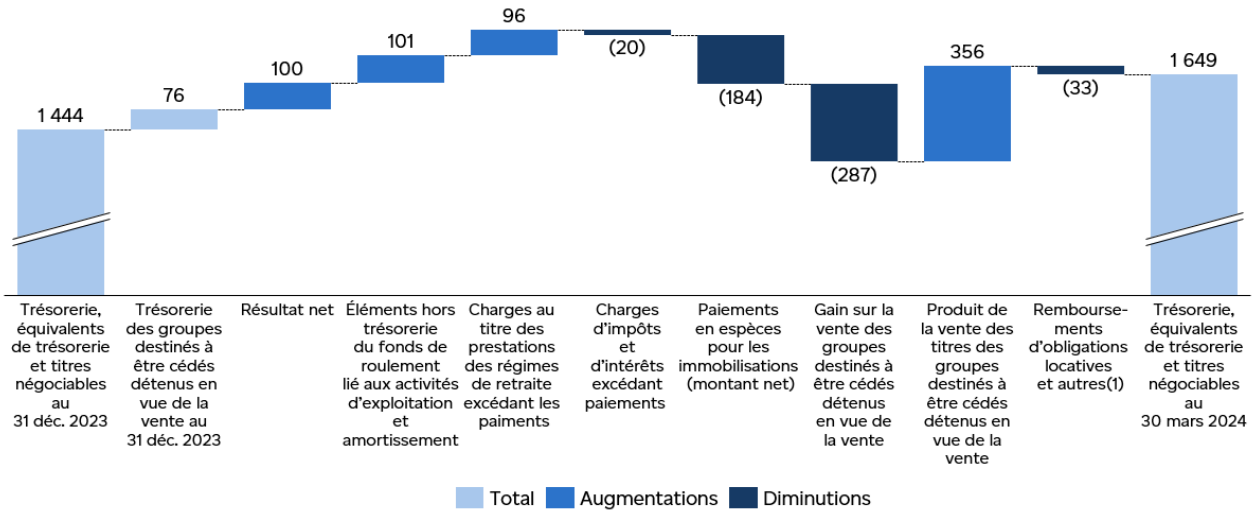
6.1 Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres négociables



Le Groupe détenait de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables qui se chiffraient à 1 649 millions de dollars au 30 mars 2024, comparativement à 1 444 millions de dollars au 31 décembre 2023. L'augmentation de 205 millions de dollars (+14,1 %) est attribuable aux entrées de trésorerie découlant de la cession de SCI, qui ont été contrebalancées en partie par les pertes d'exploitation du secteur Postes Canada et les paiements en espèces pour l'acquisition d'immobilisations.

Variation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables pour le premier trimestre de 2024

(en millions de dollars)



1. Comprend l'effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les entrées de trésorerie découlant de la vente de SCI, reçues au premier trimestre de 2024, ont largement contribué à l'augmentation des titres négociables de 143 millions de dollars (+42,5 %) ainsi qu'à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 62 millions de dollars (+5,6 %) par rapport aux soldes du quatrième trimestre de 2023.

État consolidé des flux de trésorerie

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(10)	(34)	24	70,2 %	Baisse des prestations de retraite versées, en partie contrebalancée par une augmentation des charges d'exploitation.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	29	(13)	42	328,9 %	Produit de la vente de SCI, en partie contrebalancé par une diminution du produit de la vente des titres (montant net d'acquisition).
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(35)	(32)	(3)	(11,8) %	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, en partie contrebalancés par une baisse des paiements au titre des obligations locatives.

Plusieurs facteurs ont mené à une hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement (+42 millions de dollars) et d'exploitation (+24 millions de dollars), contrebalancée par des sorties de trésorerie liées aux activités de financement (-3 millions de dollars), lorsqu'on compare les flux de trésorerie du premier trimestre de 2024 à ceux du premier trimestre de 2023, comme illustré ci-dessous.

Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)*

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Postes Canada	62	89	(27)	(29,9) %
Purolator	52	52	–	(0,7) %
SCI	–	1	(1)	(100,0) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	**114**	**142**	**(28)**	**(20,1) %**

* Les acquisitions d'immobilisations comprennent les immobilisations acquises, mais qui n'ont pas encore été payées; elles diffèrent du montant présenté au titre des immobilisations à l'état consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie.

Secteur Postes Canada

(en millions de dollars)

	T1 2024	T1 2023	Écart ($)	Écart (%)
Acquisitions d'immobilisations	62	89	(27)	(29,9) %
Charge d'investissement autre qu'en capital	56	78	(22)	(28,2) %
Investissement total	**118**	**167**	**(49)**	**(29,1) %**

Au premier trimestre de 2024, comparativement au premier trimestre de 2023, les investissements du secteur Postes Canada ont diminué de 49 millions de dollars (-29.1 %), avec des baisses dans les investissements en capital et les investissements autres qu'en capital. Bien que nous maintenions notre engagement à long terme à l'égard des trois piliers de notre plan de transformation, nous avons ajusté l'orientation de nos projets d'investissement en 2024 afin de prioriser les investissements nécessaires pour rivaliser avec la concurrence, offrir un excellent service à la population canadienne et assurer la sécurité de notre personnel. Au cours du premier trimestre de 2024, nous avons mis l'accent sur les éléments suivants :

- Nous avons continué de mettre à niveau notre système progiciel de gestion intégré (PGI).
- Nous avons assuré l'entretien et le réapprovisionnement des actifs, y compris le parc de véhicules, les installations, l'équipement et le matériel de rue.
- Nous avons investi pour améliorer l'efficacité de notre réseau.
- Nous avons continué de moderniser et d'améliorer nos applications, notre infrastructure et nos plateformes destinées à la clientèle.

6.2 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Situation de capitalisation et allégement de solvabilité

À la fin du trimestre, l'excédent de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) était estimé à 2,9 milliards de dollars, soit une amélioration de 800 millions de dollars par rapport à l'estimation à la fin de l'exercice 2023, principalement en raison d'une hausse des taux d'actualisation. La plus récente évaluation actuarielle pour la capitalisation du Régime a révélé un excédent sur le plan de la continuité. Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus, et aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2024. Les résultats des évaluations actuarielles finales pourraient différer fortement de ces estimations. L'évaluation au 31 décembre 2023 sera déposée en juin 2024.

Réévaluations

Aux fins comptables, un gain de réévaluation de 547 millions de dollars après impôt au titre du Régime a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, principalement en raison d'une hausse des taux d'actualisation.

Cotisations

Le versement de cotisations au titre des services rendus n'a pas été autorisé au premier trimestre de 2024 (69 millions de dollars au premier trimestre de 2023).

6.3 Liquidités et ressources en capital

Liquidités

Le secteur Postes Canada disposait de 1 440 millions de dollars en placements liquides non affectés au 30 mars 2024, soit une position de liquidité nette de 442 millions de dollars (170 millions de dollars en 2023) une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 998 millions de dollars (998 millions de dollars en 2023). L'augmentation de 272 millions de dollars de la position de liquidité nette du secteur est principalement attribuable au produit de la

vente de SCI, qui a été en partie contrebalancé par les pertes d'exploitation continues et la hausse des coûts pour améliorer la capacité et soutenir le réseau. Sans le produit de vente non récurrent et les dividendes découlant de la vente de SCI, la position de liquidité nette aurait diminué de 118 millions de dollars, une tendance qui devrait se poursuivre tout au long de 2024. En l'absence de solutions pour atténuer la détérioration de notre position de liquidité, l'échéance de dettes d'un montant de 500 millions de dollars en juillet 2025 exercera une pression supplémentaire importante sur les flux de trésorerie. Entre-temps, la Société gère soigneusement les dépenses discrétionnaires et d'investissement afin de préserver sa trésorerie.

De son avis, la Société a des liquidités et une capacité d'emprunt autorisé suffisantes pour soutenir ses activités pour au moins, sans toutefois s'y limiter, les 12 prochains mois à compter de la date de clôture, ce qui appuie sa capacité à poursuivre son exploitation.

Les filiales de la Société disposent d'un total de 209 millions de dollars de trésorerie non affectée et de facilités de crédit disponibles de 105 millions de dollars au 30 mars 2024, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Accès aux marchés financiers

En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, les emprunts à un autre organisme que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars, comprenant un montant maximal de 100 millions de dollars disponible aux fins de gestion de la trésorerie et sous la forme d'emprunts à court terme. De plus, conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, le secteur Postes Canada peut également emprunter jusqu'à 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada, ce qui nécessite l'approbation de la gouverneure en conseil et de la ministre des Finances. Tout autre emprunt devra respecter la limite fixée par le plan d'emprunt approuvé, et les modalités de chaque emprunt exigeront l'approbation de la ministre des Finances. La Société estime que ces arrangements lui procurent un accès suffisant et opportun aux marchés financiers.

Ses emprunts totalisant 998 millions de dollars au 30 mars 2024, le secteur Postes Canada n'a pas utilisé 1 502 millions de dollars de sa limite d'emprunt externe de 2,5 milliards de dollars. L'autofinancement de la Société découle principalement de l'utilisation de la trésorerie et des fonds liés aux activités d'exploitation ainsi que de la vente de SCI.

7. Évolution de la situation financière

Examen des variations importantes des actifs et des passifs entre le 30 mars 2024 et le 31 décembre 2023.

(en millions de dollars)

ACTIF	30 mars 2024	31 déc. 2023	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 171	1 109	62	5,6 %	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital.
Titres négociables	458	335	123	36,5 %	Augmentation des acquisitions de titres négociables.
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	880	963	(83)	(8,6) %	Diminution des créances dans les secteurs Postes Canada et Purolator.
Impôt à recevoir	7	6	1	31,9 %	
Autres actifs	124	123	1	1,1 %	
Actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	23	424	(401)	(94,4) %	Cession de SCI; reportez-vous à la note 4 des états financiers consolidés.
Total des actifs courants	**2 663**	**2 960**	**(297)**	**(10,0) %**	
Titres négociables	20	–	20	–	Achats d'obligations au cours de l'année.
Immobilisations corporelles	3 947	3 935	12	0,3 %	Excédent des acquisitions sur la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	260	252	8	3,2 %	Augmentation des logiciels en cours de développement.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 276	1 285	(9)	(0,7) %	Amortissement surpassant les nouveaux contrats de location et les renouvellements de contrats de location dans le secteur Purolator.
Titres réservés	389	398	(9)	(2,1) %	Pertes latentes comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour le secteur Postes Canada.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 207	3 471	736	21,2 %	Profits de réévaluation du Régime de pension agréé de Postes Canada (le Régime).
Goodwill	162	161	1	0,6 %	
Autres actifs	55	55	–	(0,3) %	
Total des actifs non courants	**10 316**	**9 557**	**759**	**7,9 %**	
Total des actifs	**12 979**	**12 517**	**462**	**3,7 %**	

(en millions de dollars)

PASSIF	30 mars 2024	31 déc. 2023	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Fournisseurs et autres créditeurs	759	880	(121)	(13,8) %	Diminution des charges et calendrier des secteurs Postes Canada et Purolator.
Salaires et avantages à payer	616	656	(40)	(6,1) %	Baisse des salaires et des avantages à payer dans le secteur Postes Canada.
Provisions	65	63	2	4,3 %	
Impôt à payer	29	–	29	–	Gain sur la vente de SCI.
Produits différés	170	172	(2)	(1,0) %	
Obligations locatives	92	94	(2)	(1,8) %	
Passif au titre des autres avantages à long terme	56	56	–	0,1 %	
Passifs directement liés aux groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	26	299	(273)	(91,4) %	Cession de SCI; reportez-vous à la note 4 des états financiers consolidés.
Total des passifs courants	**1 813**	**2 220**	**(407)**	**(18,3) %**	
Obligations locatives	1 387	1 390	(3)	(0,2) %	
Prêts et emprunts	998	998	–	0,0 %	
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 052	3 118	(66)	(2,1) %	Gains de réévaluation découlant d'une augmentation des taux d'actualisation des autres avantages postérieurs à l'emploi.
Passifs d'impôt différés	349	169	180	106,5 %	Gains provenant de la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi en raison d'une hausse des taux d'actualisation.
Autres passifs	47	48	(1)	(1,0) %	
Total des passifs non courants	**5 833**	**5 723**	**110**	**1,9 %**	
Total des passifs	**7 646**	**7 943**	**(297)**	**(3,7) %**	

CAPITAUX PROPRES	30 mars 2024	31 déc. 2023	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	
Cumul des autres éléments du résultat global	(4)	4	(8)	(248,1) %	Pertes latentes sur les titres réservés à l'égard des prestations des régimes de soins dentaires et d'assurance vie temporaire et des prestations de décès du secteur Postes Canada.
Résultat non distribué	4 106	3 337	769	23,0 %	Gains de réévaluation découlant d'une augmentation des taux d'actualisation et du profit sur la vente de SCI.
Capitaux du Canada	**5 257**	**4 496**	**761**	**16,9 %**	
Participations ne donnant pas le contrôle	76	78	(2)	(4,1) %	
Total des capitaux propres	**5 333**	**4 574**	**759**	**16,6 %**	
Total des passifs et des capitaux propres	**12 979**	**12 517**	**462**	**3,7 %**	

8. Risques et gestion des risques

Mise à jour sur les principaux risques et incertitudes propres à nos activités et sur notre approche pour gérer les risques.

Dans le Rapport de gestion annuel de 2023, nous avons fourni un examen détaillé des risques qui pourraient avoir une incidence importante sur nos activités. L'un des principaux risques est l'attente du gouvernement du Canada (notre unique actionnaire) voulant que nous financions nos activités par les revenus découlant de la vente de nos produits et services et non par les fonds des contribuables, et que nous menions nos activités de manière à assurer notre autonomie financière. Nous avons déposé auprès du gouvernement du Canada notre plan d'entreprise, qui présente nos défis, nos pertes financières récurrentes importantes et la détérioration de notre position de liquidité. Il est essentiel que les discussions entre Postes Canada et l'actionnaire portent sur les changements qui nous aideront à assurer notre autonomie financière.

La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse en matière de gestion du risque d'entreprise. Lorsqu'opportun, Postes Canada a constitué des provisions pour des réclamations et des griefs, ainsi que des différends non contentieux. Si l'issue de ces réclamations devait différer des évaluations et des hypothèses de la direction, un ajustement considérable de la situation financière de la Société et de ses résultats d'exploitation pourrait survenir ultérieurement.

Aucun fait nouveau n'est à rapporter relativement à nos risques émergents ou principaux au premier trimestre de 2024.

9. Méthodes et estimations comptables critiques et contrôles internes

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables au premier trimestre de 2024 et dans les exercices ultérieurs.

9.1 Méthodes comptables

Les renseignements concernant les méthodes comptables de Postes Canada sont présentés aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le premier trimestre de 2024.

9.2 Jugements et estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs en se basant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers consolidés et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée ainsi que dans les périodes futures, si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures.

Les estimations comptables critiques du Groupe demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. D'autres renseignements sur ces estimations sont présentés dans le Rapport de gestion annuel de 2023 et à la note 4, Estimations et jugements comptables critiques, afférente aux états financiers consolidés de 2023 ainsi qu'à la note 2, Règles de présentation, afférente au rapport financier du premier trimestre.

Continuité de l'exploitation

Le secteur Postes Canada a enregistré des pertes cumulatives avant impôt de plus de 3,0 milliards de dollars depuis 2018. Les pertes d'exploitation cumulatives, qui excluent les résultats de la cession de SCI en 2024, s'élèvent à près de 3,5 milliards de dollars au cours de la même période. Ces résultats réduisent notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, ce qui a une incidence négative sur la position de liquidité nette de la Société. Nous avons déposé notre plan d'entreprise de 2024 à 2028 auprès du gouvernement du Canada. Le plan d'entreprise présente les défis importants auxquels nous faisons face en raison des pertes financières récurrentes que nous subissons et de la détérioration de notre position de liquidité. Postes Canada fonctionne sans plan d'entreprise approuvé depuis 2020.

Ces états financiers consolidés ont été établis en présomption de continuité conformément aux IFRS, en supposant que le Groupe poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités. Pour évaluer la capacité de l'entité à assurer la continuité de l'exploitation, la direction doit porter un jugement, à un moment précis, sur des résultats, des événements ou des conditions à venir de nature incertaine. Cette évaluation a tenu compte des jugements relatifs à la gestion du capital, aux facilités d'emprunt et à la gestion des risques de liquidité. Trouver un terrain d'entente avec le gouvernement du Canada sur les solutions visant à l'autonomie financière est également un point qui a été pris en considération.

9.3 Contrôles internes

Il n'y a eu aucun changement au premier trimestre de 2024 aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière à fournir.

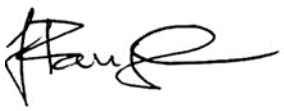
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers intermédiaires) conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,

Le chef des finances,



Le 23 mai 2024

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité – en millions de dollars canadiens)

ACTIF	Au 30 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**1 171**	1 109
Titres négociables	**458**	335
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	**880**	963
Impôt à recevoir	**7**	6
Autres actifs	**124**	123
Actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	**23**	424
Total des actifs courants	**2 663**	2 960
Actifs non courants		
Titres négociables	**20**	–
Immobilisations corporelles (note 5)	**3 947**	3 935
Immobilisations incorporelles (note 5)	**260**	252
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 5)	**1 276**	1 285
Titres réservés	**389**	398
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite (note 6)	**4 207**	3 471
Goodwill	**162**	161
Autres actifs	**55**	55
Total des actifs non courants	**10 316**	9 557
Total des actifs	**12 979**	12 517

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	Au 30 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	**759**	880
Salaires et avantages à payer	**616**	656
Provisions	**65**	63
Impôt à payer	**29**	–
Produits différés	**170**	172
Obligations locatives (note 8)	**92**	94
Passifs au titre des autres avantages à long terme (note 6)	**56**	56
Passifs directement liés aux groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	**26**	299
Total des passifs courants	**1 813**	2 220
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 8)	**1 387**	1 390
Prêts et emprunts	**998**	998
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	**3 052**	3 118
Passifs d'impôt différé (note 7)	**349**	169
Autres passifs	**47**	48
Total des passifs non courants	**5 833**	5 723
Total des passifs	**7 646**	7 943

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	**Au 30 mars 2024**	Au 31 décembre 2023
Capitaux propres		
Capital d'apport	**1 155**	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global (note 14)	**(4)**	4
Résultat non distribué	**4 106**	3 337
Capitaux du Canada	**5 257**	4 496
Participations ne donnant pas le contrôle	**76**	78
Total des capitaux propres	**5 333**	4 574
Total des passifs et des capitaux propres	**12 979**	12 517
Engagements (note 10)		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le 30 mars 2024	Période de 13 semaines close le 1er avril 2023
Produits d'exploitation (note 11)	**2 404**	2 501
Charges d'exploitation		
Main-d'œuvre	**1 254**	1 259
Avantages du personnel	**377**	309
	1 631	1 568
Autres charges d'exploitation (note 12)	**826**	871
Amortissement (note 5)	**125**	121
Total des charges d'exploitation	**2 582**	2 560
Résultat d'exploitation	**(178)**	(59)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement		
Produits de placement et autres produits (note 13)	**310**	26
Charges financières et autres charges (note 13)	**(26)**	(25)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	**284**	1
Gain (perte) avant impôt	**106**	(58)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (note 7)	**6**	(13)
Résultat net	**100**	(45)
Autres éléments du résultat global (note 14)		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	**(7)**	10
Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net		
Réévaluations des régimes à prestations déterminées	**674**	(106)
Autres éléments du résultat global	**667**	(96)
Résultat global	**767**	(141)
Résultat net attribuable au (aux) :		
Gouvernement du Canada	**98**	(48)
Participations ne donnant pas le contrôle	**2**	3
	100	(45)
Résultat global attribuable au (aux) :		
Gouvernement du Canada	**761**	(144)
Participations ne donnant pas le contrôle	**6**	3
	767	(141)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

(non audité – en millions de dollars canadiens)

Période de 13 semaines close le 30 mars 2024	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	**1 155**	**4**	**3 337**	**4 496**	**78**	**4 574**
Résultat net	**–**	**–**	**98**	**98**	**2**	**100**
Autres éléments du résultat global (note 14)	**–**	**(8)**	**671**	**663**	**4**	**667**
Résultat global	**–**	**(8)**	**769**	**761**	**6**	**767**
Transactions avec les actionnaires – Dividende	**–**	**–**	**–**	**–**	**(8)**	**(8)**
Solde au 30 mars 2024	**1 155**	**(4)**	**4 106**	**5 257**	**76**	**5 333**

Période de 13 semaines close le 1er avril 2023	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	1 155	(10)	5 214	6 359	73	6 432
Résultat net	–	–	(48)	(48)	3	(45)
Autres éléments du résultat global (note 14)	–	10	(106)	(96)	–	(96)
Résultat global	–	10	(154)	(144)	3	(141)
Solde au 1er avril 2023	1 155	–	5 060	6 215	76	6 291

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le 30 mars 2024	Période de 13 semaines close le 1er avril 2023
Activités d'exploitation		
Résultat net	**100**	(45)
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Amortissement (note 5)	**125**	121
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	**155**	99
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	**(59)**	(145)
Profit sur la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 13)	**(287)**	–
Perte de valeur (note 13)	**4**	–
Recouvrement d'impôt sur le résultat et autres éléments ayant une incidence sur l'impôt à recevoir net (note 7)	**6**	(13)
Charges (produits) d'intérêts nettes (note 13)	**2**	(3)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :		
Diminution des clients et autres débiteurs	**70**	71
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs	**(56)**	(46)
Diminution des salaires et avantages à payer et des provisions connexes	**(40)**	(70)
Augmentation des provisions	**1**	3
Diminution nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	**4**	18
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net	**(7)**	(2)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt	**18**	(12)
Intérêts perçus	**21**	22
Intérêts payés	**(32)**	(32)
Impôts payés	**(17)**	(12)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	**(10)**	(34)
Activités d'investissement		
Acquisition de titres	**(322)**	(189)
Produit de la vente de titres	**180**	386
Paiements versés en espèces au titre d'immobilisations	**(186)**	(210)
Produit de la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	**2**	–
Produit de la vente des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	**356**	–
Autres activités d'investissement, montant net	**(1)**	–
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	**29**	(13)

	Période de 13 semaines close le 30 mars 2024	Période de 13 semaines close le 1er avril 2023
Activités de financement		
Paiement des obligations locatives	**(28)**	(32)
Dividende versé aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	**(8)**	–
Autres activités de financement, montant net	**1**	–
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	**(35)**	(32)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(16)**	(79)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période[1]	**1 185**	1 220
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**2**	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	**1 171**	1 141

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie de 1 109 millions de dollars présentés dans l'état consolidé de la situation financière excluent 76 millions de dollars de trésorerie transférée aux actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente.

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Période de 13 semaines close le 30 mars 2024

1.	Constitution, activités et instructions	50
2.	Règles de présentation	50
3.	Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	53
4.	Actifs et passifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	54
5.	Immobilisations	55
6.	Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	57
7.	Impôt sur le résultat	59
8.	Obligations locatives	61
9.	Gestion du capital, facilités d'emprunt et risque de liquidité	61
10.	Engagements	64
11.	Ventilation des produits	64
12.	Autres charges d'exploitation	66
13.	Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	66
14.	Autres éléments du résultat global	67
15.	Transactions avec des parties liées	67
16.	Informations sectorielles	69
17.	Événements après la date de clôture	70

1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, et de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. L'état de ces directives demeure inchangé.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a préparé ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* des Normes internationales d'information financière (IFRS) et la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément aux dispositions de cette norme, les présents états financiers intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers intermédiaires et en a autorisé la publication le 23 mai 2024.

Règles de présentation • Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les états financiers intermédiaires et les notes afférentes sont préparés pour la période de 13 semaines (premier trimestre ou T1) close le 30 mars 2024 (période comparative close le 1er avril 2023). Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les Fêtes de fin d'année

au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Informations significatives sur les méthodes comptables • Les informations significatives sur les méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Ces états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La consolidation d'une filiale commence lorsque le Groupe obtient le contrôle de la filiale et cesse lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale. Les actifs, les passifs, les produits et les charges d'une filiale acquise ou cédée au cours de l'exercice sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le Groupe prend le contrôle de la filiale jusqu'à la date à laquelle le Groupe perd le contrôle de la filiale. Si le Groupe perd le contrôle d'une filiale, il décomptabilise l'actif connexe (y compris le goodwill), les passifs, les participations ne donnant pas le contrôle et les autres composantes des capitaux propres, tandis que tout profit ou toute perte qui en résulte est comptabilisé en résultat.

Des informations sur les activités des principales filiales de la Société sont présentées dans le tableau ci-après.

				Proportion de la participation détenue directement ou indirectement	
Nom de la filiale	**Principales activités**	**Pays de constitution**	**Pays d'exercice des activités**	**Au 30 mars 2024**	**Au 31 décembre 2023**
Les Investissements Purolator Ltée	Services de transport et de messagerie	Canada	Canada et États-Unis	**91 %**	91 %
Groupe SCI inc.	Services de transport et de logistique	Canada	Canada	**–**	99 %
Innovapost Inc.	Services de technologie de l'information	Canada	Canada	**99 %**	98 %

Les informations sur les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente sont incluses à la note 4, tandis que les résultats financiers par secteur sont inclus à la note 16.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations • L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Aucun changement important n'a été apporté à ces jugements ou à ces sources d'incertitude relative aux estimations au cours de la période de 13 semaines close le 30 mars 2024.

(a) **Continuité de l'exploitation** – Ces états financiers consolidés ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation conformément aux IFRS, en supposant que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités.

Nous avons remis notre plan d'entreprise de 2024 à 2028 (le plan) au ministre responsable de la Société. Le plan présente les défis importants auxquels fait face la Société en raison des pertes financières récurrentes que nous subissons et de la détérioration de notre situation de trésorerie. La Société opère sans plan d'entreprise approuvé depuis 2020.

Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes cumulatives avant impôt de plus de 3 milliards de dollars. Les pertes opérationnelles cumulatives du secteur, qui excluent les résultats de la cession du Groupe SCI inc., s'élèvent à près de 3,5 milliards de dollars au cours de la même période. Ces résultats ont une incidence sur la position de liquidité nette de la Société. La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'épuisent et, si le gouvernement du Canada, l'unique actionnaire de la Société, ne prend aucune mesure, le secteur Postes Canada pourrait épuiser encore plus la trésorerie restante lorsque le remboursement des obligations de série 2 arrivera à échéance en juillet 2025. Les pertes financières récurrentes menacent la capacité de la Société à atteindre la mission fixée par le gouvernement du Canada voulant qu'elle veille à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada.

Bien qu'elle soit confrontée à des défis financiers et à une baisse de la trésorerie, la Société estime détenir des liquidités suffisantes et la capacité d'emprunt autorisé nécessaire pour soutenir ses activités. Se reporter à la note 9 pour obtenir plus de renseignements sur notre gestion du capital, nos facilités d'emprunt et le risque de liquidité. La direction a conclu qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives qui jettent un

doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation pendant une période qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur 12 mois à compter de la date de clôture.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent aucun ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs, des produits et des charges présentés ou la classification de l'état consolidé de la situation financière qui pourrait être nécessaire si la Société n'était pas en mesure d'obtenir le soutien législatif nécessaire pour assurer sa stabilité financière.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations en vigueur depuis le 1er janvier 2024

Les modifications applicables suivantes publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) nécessitant une adoption obligatoire par le Groupe d'entreprises au 1er janvier 2024 ou après cette date n'ont entraîné aucun changement dans les états financiers intermédiaires de la Société.

Norme	Objet et portée
IAS 1, *Présentation des états financiers – Passifs non courants assortis de clauses restrictives*	Les modifications précisent que seules les clauses restrictives auxquelles une entité doit se conformer au plus tard à la date de clôture auront une incidence sur le classement d'un passif en tant que passif courant ou non courant. Des informations supplémentaires doivent être fournies pour les passifs non courants découlant d'emprunts assortis de clauses restrictives à respecter dans une période de 12 mois après la date de clôture.
IFRS 16, *Contrats de location – Obligation locative découlant d'une cession-bail*	Les modifications précisent comment le vendeur-preneur évalue ultérieurement l'obligation locative découlant d'une transaction de cession-bail de façon à ne pas comptabiliser de montant du profit ou de la perte se rapportant à l'actif au titre du droit d'utilisation qu'il conserve. Les nouvelles exigences autorisent le vendeur-preneur à comptabiliser tout profit ou toute perte se rapportant à la résiliation partielle ou totale du contrat de location.
IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie* et IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir – Accords de financement de fournisseurs*	Les modifications introduisent de nouvelles exigences en matière de divulgation pour que les entités fournissent des renseignements qualitatifs et quantitatifs au sujet des accords de financement de fournisseurs. Les nouvelles informations à fournir comprendront les modalités des accords, les valeurs comptables des passifs financiers et la plage des dates d'échéance des paiements à l'ouverture et à la clôture de la période de présentation de l'information financière ainsi que le type et l'incidence des changements sans contrepartie de trésorerie dans les valeurs comptables des passifs financiers de l'accord.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

En avril 2024, l'IASB a publié une nouvelle norme, qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. L'application anticipée est permise. Le Groupe d'entreprises évalue l'incidence de cette norme.

Norme	Objet et portée
IFRS 18, *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*	L'IASB a publié la nouvelle norme IFRS 18, *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui remplace l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. En plus de plusieurs sections tirées de l'IAS 1, la norme IFRS 18 introduit de nouvelles exigences quant à la présentation des informations à fournir dans l'état des résultats, y compris les totaux et les sous-totaux à inclure. Elle exige également la divulgation des indicateurs de performance définis par la direction et comprend de nouvelles exigences pour la ventilation des données financières en fonction des rôles définis dans les états financiers primaires et les notes annexes. De plus, d'autres normes comptables sont modifiées en conséquence.

4. Actifs et passifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente

Groupe SCI inc. (SCI) – Au début de 2024, à la suite de l'approbation de leurs conseils d'administration, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions de SCI, une filiale, à un chef de file canadien en services logistiques en tierce partie. Le 1er mars 2024, la cession a été finalisée et le contrôle a été transféré à l'acquéreur. Les résultats de SCI sont inclus dans les états financiers consolidés jusqu'à cette date. À la suite de la disposition, le Groupe a décomptabilisé de l'état consolidé de la situation financière 335 millions de dollars du total de l'actif et 266 millions de dollars du total du passif et des participations ne donnant pas le contrôle. Le produit de la vente s'élevait à 356 millions de dollars. Un gain sur la vente (avant impôt) de 287 millions de dollars a été comptabilisé dans les placements et les autres revenus (note 13). SCI continue de fournir des services d'entreposage et d'autres services logistiques à Postes Canada depuis la date de clôture en vertu d'une entente, en date du 30 mars 2024, qui prévoit des engagements de 40 millions de dollars en cas de résiliation par Postes Canada, en vigueur jusqu'en 2028.

Innovapost Inc. (Innovaposte) – Au début de 2024, à la suite de l'approbation de leurs conseils d'administration, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions d'Innovaposte, le fournisseur de services partagés en technologie de l'information (TI) du Groupe et une filiale, à un partenaire stratégique de calibre mondial spécialisé en TI. Le personnel technique d'Innovaposte continuera d'être embauché par le partenaire stratégique, qui fournira des services de TI au Groupe. Certains éléments stratégiques de TI et talents d'Innovaposte ont été rapatriés à Postes Canada ou à Purolator. La cession éliminera la relation de partie liée (lien de dépendance) entre Innovaposte et le Groupe. Le contrôle d'Innovaposte a été transféré à son acquéreur le 15 avril 2024, lorsque la cession a été finalisée (note 17).

Groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente – Lors de la signature des ententes de cession d'Innovaposte et de SCI au quatrième trimestre de 2023, le Groupe a déterminé qu'il était peu probable que des changements significatifs soient apportés aux plans pour la vente des groupes destinés à être cédés ou que les plans soient abandonnés. Aux dates de signature

respectives des ententes, le Groupe a classé Innovaposte et SCI dans les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente. Étant donné que la cession de SCI a été effectuée le 1er mars 2024, les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente au 30 mars 2024 ne comprennent que les actifs et les passifs d'Innovaposte. Les résultats financiers de SCI pour la période allant jusqu'au 1er mars 2024 et ceux d'Innovaposte pour le premier trimestre de 2024 sont inclus à la note 16.

5. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

(en millions)

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel des installations	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Coût									
31 décembre 2023	483	2 696	396	1 442	1 021	199	1 377	158	7 772
Entrées	–	3	2	4	41	–	15	30	95
Mises hors service	–	–	(2)	(11)	(2)	(9)	–	–	(24)
Transferts	–	–	4	1	–	–	–	(5)	–
30 mars 2024	**483**	**2 699**	**400**	**1 436**	**1 060**	**190**	**1 392**	**183**	**7 843**
Cumul des amortissements									
31 décembre 2023	–	1 413	269	820	530	147	658	–	3 837
Amortissement	–	16	5	22	19	5	16	–	83
Mises hors service	–	–	(2)	(11)	(2)	(9)	–	–	(24)
30 mars 2024	**–**	**1 429**	**272**	**831**	**547**	**143**	**674**	**–**	**3 896**
Valeur comptable									
31 décembre 2023	483	1 283	127	622	491	52	719	158	3 935
30 mars 2024	**483**	**1 270**	**128**	**605**	**513**	**47**	**718**	**183**	**3 947**

b) Immobilisations incorporelles

(en millions)

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de services et marque	Total
Coût				
31 décembre 2023	974	131	16	1 121
Entrées	1	22	–	23
Transferts	24	(24)	–	–
Mises hors service	(6)	–	–	(6)
30 mars 2024	**993**	**129**	**16**	**1 138**
Cumul des amortissements				
31 décembre 2023	869	–	–	869
Amortissement	15	–	–	15
Mises hors service	(6)	–	–	(6)
30 mars 2024	**878**	**–**	**–**	**878**
Valeur comptable				
31 décembre 2023	105	131	16	252
30 mars 2024	**115**	**129**	**16**	**260**

c) Actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions)

	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
Valeur comptable						
31 décembre 2023	118	294	861	10	2	1 285
Entrées	–	13	14	–	–	27
Amortissement	(1)	(7)	(18)	(1)	–	(27)
Résiliation	–	(3)	(2)	–	–	(5)
Dépréciation	–	–	(4)	–	–	(4)
30 mars 2024	**117**	**297**	**851**	**9**	**2**	**1 276**

6. Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

a) Actif/passif net au titre des prestations déterminées

Le passif net au titre des prestations déterminées comptabilisé et présenté à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

(en millions)

	Au 30 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	**4 207**	3 471
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	–	–
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 108	3 174
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 108	3 174
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	**56**	56
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	**3 052**	3 118

b) Coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées

Les composantes du coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

(en millions)

	T1 2024			T1 2023		
	Régimes de retraite	**Autres régimes d'avantages**	**Total**	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de l'exercice	119	22	141	93	20	113
Coût financier	325	36	361	334	37	371
Produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	(365)	–	(365)	(400)	–	(400)
Autres frais administratifs	5	–	5	4	–	4
Charge au titre des prestations déterminées	84	58	142	31	57	88
Charge au titre des cotisations déterminées	13	–	13	11	–	11
Charge totale	97	58	155	42	57	99
Rendement des titres réservés	–	(4)	(4)	–	(4)	(4)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	**97**	**54**	**151**	42	53	95
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(16)	–	(16)	(737)	–	(737)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(804)	(78)	(882)	807	71	878
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global [1,2]	**(820)**	**(78)**	**(898)**	70	71	141

1. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 224 millions de dollars pour le premier trimestre de 2024 (recouvrement d'impôt de 35 millions de dollars pour le premier trimestre de 2023).
2. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au premier trimestre de 2024 s'établissaient tous les deux à 4,86 %, comparativement à 4,64 % au quatrième trimestre de 2023, et à 5,04 % et à 5,06 % respectivement au premier trimestre de 2023, comparativement à 5,27 % et à 5,28 % respectivement au quatrième trimestre de 2022.

c) Total des paiements en trésorerie et allégement de la capitalisation

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

(en millions)

	T1 2024	T1 2023
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	46	43
Cotisations régulières de l'employeur aux régimes de retraite	–	86
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	–	5
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations déterminées	46	134
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	13	11
Total des paiements versés en espèces	**59**	145

Les estimations des contributions totales du Groupe aux régimes de retraite à prestations déterminées en 2024 n'ont pas changé de manière significative par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

7. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt sur le résultat du palier fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties à l'impôt sur le résultat des gouvernements fédéral et provinciaux.

Les sources des différences temporaires générant des actifs (passifs) d'impôt différé nets qui ont une incidence sur le résultat net et les autres éléments du résultat global sont les mêmes qu'au 31 décembre 2023 et s'établissent comme suit :

Présenté à l'état consolidé de la situation financière (en millions) :

	Au 30 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Actifs d'impôt différé	–	–
Passifs d'impôt différés	349	169
Passifs d'impôt différé nets	**(349)**	(169)

Bien que la Société soit en position de passifs d'impôt différé nets, la comptabilisation des actifs d'impôt différé est fondée sur l'évaluation, par la direction, de tous les indices disponibles, comme la résorption des différences temporaires imposables existantes, qui suggèrent que la réalisation des actifs d'impôt différé est probable. Au premier trimestre de 2024, la direction a conclu qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments probants pour étayer la comptabilisation de certains actifs d'impôts différés en raison de différences temporelles imposables insuffisantes qui devraient s'inverser au cours de la même période que l'inversion attendue de la différence temporelle déductible. Des antécédents de pertes financières récurrentes ont également été pris en compte. Cette évaluation a régularisé la réduction totale des actifs d'impôt différé (compensés par les passifs d'impôt différé) de 216 millions de dollars

(231 millions de dollars au 31 décembre 2023), ce qui représente la meilleure estimation de la direction des résultats futurs et de la probabilité de recouvrabilité future des actifs d'impôt différé. Ceci n'entraîne pas de sortie de trésorerie immédiate et n'affecte pas la position de liquidité immédiate du Groupe. La Société n'a pas comptabilisé d'actif d'impôt différé lié aux différences temporaires déductibles de 864 millions de dollars (924 millions de dollars au 31 décembre 2023).

Les principales composantes de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit (en millions) :

	T1 2024	T1 2023
Charge d'impôt exigible	45	12
Recouvrement d'impôt différé afférent à la naissance et à la résorption des différences temporaires	(24)	(25)
Charge d'impôt différé relative à la reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé	(15)	–
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**6**	(13)

La charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat diffère du montant qui aurait été établi en appliquant le taux d'impôt fédéral prévu par la loi pour la Société de 25 % (25 % en 2023) à la perte avant impôt. Les raisons qui expliquent cette différence sont les suivantes (en millions) :

	T1 2024	T1 2023
Gain (perte) avant impôt	106	(58)
Impôt fédéral au taux prévu par la loi pour la Société	27	(14)
Impôt provincial des filiales moins l'abattement d'impôt fédéral	5	1
Dessaisissement de SCI	(44)	–
Charge d'impôt différé relative à la reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé	(15)	–
Autres	33	–
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**6**	(13)

8. Obligations locatives

a) Obligations locatives

(en millions)

	Au 30 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Analyse des échéances – flux de trésorerie contractuels non actualisés[1,2]		
Moins d'un an	**126**	138
De un an à cinq ans	**530**	522
Plus de cinq ans	**1 490**	1 486
Total des obligations locatives non actualisées	**2 146**	2 146
Obligations locatives comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière	**1 479**	1 484
Obligations locatives courantes	**92**	94
Obligations locatives non courantes	**1 387**	1 390

1. Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (flux de trésorerie non actualisés) totalisant 26 millions de dollars (20 millions de dollars au 31 décembre 2023) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux.
2. Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements avaient été pris au 30 mars 2024, prévoient des sorties de trésorerie futures de 204 millions de dollars qui sont prises en compte dans l'analyse des échéances ci-dessus, mais pas dans l'évaluation de ces obligations locatives (199 millions de dollars au 31 décembre 2023).

b) Variations des passifs attribuables aux activités de financement

(en millions)

	31 décembre 2023	Paiements[1]	Intérêts	Entrées nettes (contrats de location)	**30 mars 2024**
Obligations locatives	1 484	(36)	10	21	**1 479**

1. Exclut les paiements pour les obligations locatives directement liés aux groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4).

9. Gestion du capital, facilités d'emprunt et risque de liquidité

Les instruments financiers de la Société l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. La fonction de trésorerie de la Société gère les risques qui découlent des activités d'investissement, y compris la gestion du capital et les emprunts, selon les politiques approuvées par le Conseil d'administration. L'importance de ces éléments n'a pas beaucoup changé depuis la fin de la dernière période de rapport, à l'exception de ce qui suit :

a) Gestion du capital

La Société est assujettie à la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à la *Loi sur la gestion des finances publiques* (les *Lois*) et à toutes les instructions données conformément aux *Lois*. Les *Lois* influent sur la façon dont la Société gère son capital, entre autres, en établissant les grands objectifs de la Société. Tout en offrant des services postaux de base et en poursuivant ses objectifs, la Société doit notamment mener ses

activités de manière à assurer son autonomie financière. Elle doit aussi offrir des services selon des normes qui répondent aux besoins de la population canadienne.

Le capital de la Société se compose du total de ses prêts et emprunts, des autres passifs (non courants) et des capitaux du Canada. Cette définition qui est utilisée par la direction pourrait ne pas être comparable aux indicateurs présentés par d'autres sociétés postales ou organismes publics.

L'encours total des prêts et emprunts s'établit à 998 millions de dollars au 30 mars 2024 et au 31 décembre 2023. Les capitaux du Canada étaient en situation de surplus de 5 257 millions de dollars au 30 mars 2024 (4 496 millions de dollars au 31 décembre 2023). La hausse des capitaux du Canada s'explique par les gains de réévaluation des régimes à prestations déterminées, qui sont constatés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement inclus dans les résultats non distribués de la Société, et le bénéfice net au T1 de 2024, grâce au gain sur la cession de SCI.

En gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants :

- assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation de ses plans d'exploitation et stratégiques;
- maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

Ces objectifs et les stratégies connexes sont examinés et approuvés chaque année par le Conseil d'administration dans le cadre de l'étude du plan d'entreprise annuel, qui est ensuite soumis à l'approbation du Conseil du Trésor. Le plan d'entreprise de la Société de 2024 à 2028 a été soumis au ministre responsable de la Société canadienne des postes. Le plan d'entreprise a présenté les défis importants auxquels la Société fait face en raison des pertes financières récurrentes qu'elle subit et de la détérioration de sa situation de trésorerie. Des renseignements sur l'évaluation selon le principe de la continuité de l'exploitation sont donnés à la note 2 a).

b) Facilités d'emprunt

La partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la Société indique son intention d'emprunter dans son plan d'entreprise annuel ou dans une modification du plan, qui doivent tous deux être approuvés par le Conseil d'administration et le Conseil du Trésor. De plus, les conditions détaillées de chaque emprunt doivent être approuvées par la ministre des Finances.

Le montant d'emprunt autorisé de la Société auprès d'autres sources que l'État est approuvé en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*. La *Loi sur la Société canadienne des postes* prévoit le plafonnement des prêts consentis à la Société sur le Trésor du Canada ainsi que l'établissement d'une structure de capital composée de capital-actions qui autorise la Société à émettre des actions à son personnel et au gouvernement du Canada. Cette méthode de financement n'a pas été utilisée. La Société n'est assujettie à aucune exigence externe concernant le capital.

Conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société se qualifie pour des emprunts d'un montant maximal de 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada, avec l'approbation de la gouverneure en conseil et de la ministre des Finances. Aux termes de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010,* la Société est autorisée à emprunter à d'autres sources que l'État des sommes ne dépassant pas un montant principal dû de 2,5 milliards de dollars, en conformité avec les conditions

approuvées par la ministre des Finances. Les obligations locatives ne sont pas assujetties à cette limite. Au 30 mars 2024, le montant global d'emprunt autorisé comprend une somme maximale de 100 millions de dollars pouvant être utilisée pour la gestion de la trésorerie sous la forme d'emprunts à court terme.

Le tableau suivant représente les obligations contractuelles de la Société à effectuer de futurs remboursements de la dette.

(en millions)

	Au 30 mars 2024		**Au 31 décembre 2023**	
	À la juste valeur[3]	**Valeur comptable**	À la juste valeur[3]	Valeur comptable
Obligations, série 2, échéant en juillet 2025, portant intérêt à 4,08 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet [1,2]	497	500	499	499
Obligations, série 1, échéant en juillet 2040, portant intérêt à 4,36 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet [1,2]	505	498	527	499
Total des prêts et emprunts (tous non courants)	**1 002**	**998**	1 026	998

1. La Société a le droit de rembourser les obligations avant l'échéance en payant une prime par rapport à la juste valeur.
2. Les obligations constituent des obligations directes, inconditionnelles et non garanties de la Société et des obligations directes et inconditionnelles du gouvernement du Canada.
3. Les justes valeurs estimées présentées pour les prêts et emprunts sont classées au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et sont appliquées sur une base récurrente.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le risque de liquidité est géré en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. Les placements sont concentrés dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

Au 30 mars 2024, le secteur Postes Canada disposait de 1 440 millions de dollars en placements liquides non affectés (1 168 millions de dollars au 31 décembre 2023), soit une position de liquidité nette de 442 millions de dollars (170 millions de dollars au 31 décembre 2023), une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 998 millions de dollars (998 millions de dollars au 31 décembre 2023). Malgré une amélioration de la situation de trésorerie au T1 de 2024 de 272 millions de dollars en raison du produit de la cession de SCI, les ressources de trésorerie de la Société ont diminué de façon importante depuis 2018, une situation attribuable aux pertes d'exploitation continues et à la hausse considérable des coûts pour accroître la capacité et entretenir le réseau. L'échéance de 500 millions de dollars de dettes en juillet 2025 créera une pression importante sur les flux de trésorerie.

De son avis, la Société détient des liquidités suffisantes et une capacité d'emprunt autorisé nécessaire pour soutenir ses activités pour au moins, sans toutefois s'y limiter,

les 12 prochains mois à compter de la date de clôture, ce qui appuie sa capacité à poursuivre son exploitation.

10. Engagements

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe conclut des ententes contractuelles pour acquérir des biens et des services sur des périodes qui quelquefois s'étendent sur plus d'un an. Ces ententes contractuelles comprennent habituellement des droits de résiliation qui permettent au Groupe de résilier des contrats sans pénalité, à sa discrétion. Les décaissements dépendent en grande partie des besoins futurs fondés sur les volumes et la consommation. Les principales ententes concernent les services contractuels de transport et de technologie de l'information, les charges d'exploitation, de gestion des installations et des biens immobiliers ainsi que les contrats liés à l'achat de véhicules et au matériel des installations.

Au 30 mars 2024, les ententes contractuelles conclues avec des fournisseurs externes contenant un engagement ou des frais en lien avec la possibilité de résilier pour des raisons de commodité s'élevaient à environ 202 millions de dollars (125 millions de dollars au 31 décembre 2023), pour des contrats en vigueur jusqu'en 2045. Ces engagements excluent les ententes pour les services de TI rendus par Innovaposte, qui sont assurés par un fournisseur externe depuis le 15 avril 2024. Voir la note 17 pour obtenir plus de renseignements.

11. Ventilation des produits

a) Produits répartis par régions géographiques

En ce qui concerne la Société, les produits présentés pour les régions géographiques autres que le Canada le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère qui a recours au service. En ce qui concerne les autres secteurs et l'unité fonctionnelle, ces produits sont présentés en fonction de l'emplacement du client qui a recours au service. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe d'entreprises n'est situé à l'extérieur du Canada. Tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur; ils ont donc été éliminés du montant des produits présenté par régions géographiques.

(en millions)

	T1 2024	T1 2023
Canada	2 306	2 393
États-Unis	61	65
Reste du monde	37	43
Total des produits	**2 404**	2 501

b) Produits relatifs aux articles et aux services

Les produits pour les articles et les services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité.

(en millions)

	T1 2024			T1 2023		
	Total des produits	**Éléments intersectoriels et consolidés**	**Produits provenant des clients externes**	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	1 480	(25)	1 455	1 595	(40)	1 555
Courrier transactionnel	495	–	495	506	–	506
Marketing direct	246	–	246	223	–	223
Autres produits	138	(84)	54	139	(87)	52
	2 359	(109)	2 250	2 463	(127)	2 336
Produits non attribués						
Timbres-poste	63	–	63	65	–	65
Machines à affranchir	91	–	91	100	–	100
	154	–	154	165	–	165
Total	**2 513**	**(109)**	**2 404**	2 628	(127)	2 501

c) Produits relatifs aux canaux de vente

Dans les produits des canaux de vente sont présentés les produits du régime intérieur, qui comprennent les produits générés par le canal commercial et les produits générés par la vente au détail. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels qu'ils sont définis à la note 11 a).

(en millions)

	T1 2024			T1 2023		
	Total des produits	**Éléments intersectoriels et consolidés**	**Produits provenant des clients externes**	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	1 769	(25)	1 744	1 829	(40)	1 789
Vente au détail	561	–	561	604	–	604
	2 330	(25)	2 305	2 433	(40)	2 393
Régime international	98	–	98	106	–	106
Autres	85	(84)	1	89	(87)	2
Total	**2 513**	**(109)**	**2 404**	2 628	(127)	2 501

12. Autres charges d'exploitation

(en millions)

	T1 2024	T1 2023
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	525	540
Immobilier, installations et entretien	99	98
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	146	155
Charge d'investissement autre qu'en capital	56	78
Autres charges d'exploitation	**826**	871

13. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

(en millions)

	T1 2024	T1 2023
Produits d'intérêts	20	25
Profit sur la vente d'actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	287	–
Autres produits	3	1
Produits de placement et autres produits	**310**	26
Charge d'intérêts	(22)	(22)
Autres charges	(4)	(3)
Charges financières et autres charges	**(26)**	(25)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	**284**	1

14. Autres éléments du résultat global

(en millions)

	Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations déterminées	Autres éléments du résultat global
Solde cumulé au 31 décembre 2023	–	4	4		
Profits (pertes) de la période	(12)	–	(12)	898	886
Impôt sur le résultat	5	–	5	(224)	(219)
Montant net	**(7)**	**–**	**(7)**	**674**	**667**
Part revenant aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	–	(1)		
Solde cumulé au 30 mars 2024	**(8)**	**4**	**(4)**		

15. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les présents états financiers intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

(en millions)

	T1 2024	T1 2023
Produits générés par des transactions avec des parties liées	**90**	88
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes		
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	**6**	6
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	**2**	2
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	**3**	3

La plupart des produits générés par des transactions avec des parties liées concernent des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada. Les produits comprennent également des paiements reçus à titre de

compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles. D'autres renseignements au sujet des contrats de location avec des parties liées sont donnés à la note 8 a).

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants (en millions) :

Catégorie	Au 30 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	**26**	19
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	**13**	18
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	**1**	1

b) Transactions avec des entités dont les principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par des principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe. Le cas échéant, ces personnes sont tenues de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours de la période de 13 semaines close le 30 mars 2024 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour un montant de 3 millions de dollars (4 millions de dollars au 1er avril 2023). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours de la période de 13 semaines close le 30 mars 2024, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes pour un montant de 5 millions de dollars (4 millions de dollars au 1er avril 2023). Au 30 mars 2024, une créance de 10 millions de dollars (11 millions de dollars au 31 décembre 2023) liée aux transactions avec le Régime était impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs. Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations déterminées et aux régimes à cotisations déterminées du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

16. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information, fournit au sein du Groupe d'entreprises des services partagés selon le principe de recouvrement des coûts. Sur une base consolidée, le Groupe d'entreprises n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 30 mars 2024 et pour le T1 de 2024
(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI[1]	Autres[2]	Total
Produits provenant des clients externes	1 737	614	53	–	2 404
Produits intersectoriels	10	9	6	(25)	–
Produits d'exploitation	1 747	623	59	(25)	2 404
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 264	307	27	33	1 631
Autres charges d'exploitation	612	254	22	(62)	826
Amortissement	92	31	9	(7)	125
Charges d'exploitation	1 968	592	58	(36)	2 582
Résultat d'exploitation	(221)	31	1	11	(178)
Produits de placement et autres produits	166	12	–	132	310
Charges financières et autres charges	(21)	(4)	(1)	–	(26)
Résultat avant impôt	(76)	39	–	143	106
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(34)	12	–	28	6
Résultat net	(42)	27	–	115	100
Total des actifs	11 078	2 167	–	(266)	12 979
Total des passifs	7 066	876	–	(296)	7 646

1. Les résultats de SCI ont été consolidés jusqu'au 1er mars 2024, soit la date de la cession et du transfert du contrôle à l'acquéreur.
2. Lors de la consolidation, les dividendes intragroupe sont éliminés au sein du segment « Autres ». Le gain sur la cession de la filiale SCI n'a pas été réparti entre les différents segments car elle était détenue par une société de portefeuille; il est comptabilisé dans le segment « Autres ».

Au 1er avril 2023 et pour le T1 de 2023
(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	1 781	648	72	–	2 501
Produits intersectoriels	22	10	8	(40)	–
Produits d'exploitation	1 803	658	80	(40)	2 501
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 204	298	36	30	1 568
Autres charges d'exploitation	627	284	31	(71)	871
Amortissement	84	26	10	1	121
Charges d'exploitation	1 915	608	77	(40)	2 560
Résultat d'exploitation	(112)	50	3	–	(59)
Produits de placement et autres produits	22	3	1	–	26
Charges financières et autres charges	(17)	(7)	(1)	–	(25)
Résultat avant impôt	(107)	46	3	–	(58)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(27)	13	1	–	(13)
Résultat net	(80)	33	2	–	(45)
Total des actifs	11 944	2 150	308	(318)	14 084
Total des passifs	6 736	918	166	(27)	7 793

17. Événements après la date de clôture

Innovapost Inc. – Le 15 avril 2024, la cession d'Innovaposte a été finalisée et le contrôle a été transféré à l'acquéreur. L'incidence financière, y compris le produit de la vente estimatif de 63 millions de dollars et le gain sur la vente, sera présentée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de 26 semaines close le 29 juin 2024. La détermination du prix d'achat devrait être finalisée après une période de diligence raisonnable.

L'entente stipulant que l'acquéreur fournira des services de technologie de l'information (TI) à Postes Canada et à Purolator après la cession constitue une entente contractuelle avec un fournisseur externe qui prévoit des engagements de 129 millions de dollars en cas de résiliation par le Groupe, en vigueur jusqu'en 2030.

POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301

Pour obtenir des informations plus détaillées, veuillez visiter **postescanada.ca**.

MC Marque de commerce de la Société canadienne des postes.

Toutes les marques déposées sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.

This report is also available in English.

postescanada.ca

Canada

POSTES CANADA CANADA POST